

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°62-18

Objet : Convention tripartite d'anticipation foncière sur le secteur de la gare à Carpentras entre la CoVe, la commune de Carpentras et l'EPF PACA

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°62-18

Objet : Convention tripartite d'anticipation foncière sur le secteur de la gare à Carpentras entre la CoVe, la commune de Carpentras et l'EPF PACA

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe et notamment sa compétence en matière de développement économique,

Considérant le quartier de la gare, périmètre à enjeux situé entre le centre-ville de Carpentras et le pôle d'échange multimodal, et intégrant notamment le bâtiment de l'ancienne gare voyageurs qui accueillera le projet de Gare numérique porté par la CoVe,

Considérant le caractère stratégique de ce secteur et la nécessité pour les collectivités de maîtriser la qualité des développements et répondre aux besoins à vocation économique ambitionnés,

Considérant le deuxième axe d'intervention du programme pluriannuel de l'EPF PACA,

Considérant la conduite par l'EPF PACA d'une politique d'anticipation foncière et de portage foncier en vue de la réalisation d'opérations d'habitat et/ou de projets économiques,

Considérant le projet de convention tripartite d'anticipation foncière sur le quartier de la gare de Carpentras entre la CoVe, la commune de Carpentras et l'EPF PACA, tel qu'annexé,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 26 mars 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'aménagement de l'espace et l'habitat,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet de convention tripartite d'anticipation foncière sur le quartier de la gare de Carpentras entre la CoVe, la commune de Carpentras et l'EPF, d'une durée de cinq ans avec un engagement financier de l'EPF PACA d'un montant de deux millions d'euros (2 000 000€) et tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer la convention et tous documents y afférents.

Transmis en Préfecture le : 19 AVR 2018

Publication par affichage le : 19 AVR 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE

SUR LE SITE QUARTIER GARE

Communauté d'Agglomération Ventoux
Comtat Venaissin

Commune de CARPENTRAS

(Département de Vaucluse)

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par son Président,
Monsieur Francis ADOUPHE dûment habilité à signer la présente convention par délibération du
Conseil Communautaire en date du _____
Désignée ci-après par «L'EPCI»

La Commune de Carpentras représentée par son premier Adjoint, Monsieur Serge ADRIEU, dûment
habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du _____
Désignée ci-après par «la COMMUNE»

L'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur, établissement d'Etat à caractère
industriel et commercial, dont le siège est à MARSEILLE (13 001) – Immeuble « La Noailles », 62-64 La
Canebière - représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, nommée par arrêté
ministériel du 15 juillet 2013 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration
n° _____ en date du _____

Désigné ci-après par les initiales «EPF PACA»



Sommaire

Preamble	3
Article 1. - Objet et définition de l'intervention	5
Article 2. - Espaces d'intervention	5
2.1 Evolution exceptionnelle des périmètres	5
Article 3. - Objectifs de l'intervention	5
Article 4. - La démarche d'intervention	6
Article 5. - Démarches et financement des études préalables	6
5.1 Les études de prospective urbaine	6
5.2 Les études déjà réalisées	5
5.3 Les études foncières et techniques	7
5.4 Frais d'études	7
Article 6. - Les moyens d'intervention	7
6.1 Modalités d'intervention foncière	7
6.2 Modalités d'intervention en matière d'urbanisme	7
Article 7. - La démarche d'acquisition	8
Article 8. - Possibilité d'intervention ultérieure	9
Article 9. - La démarche de cession	9
Article 10. - Les données numériques	10
Article 11. - Mise en place d'un dispositif de suivi de la convention	10
Article 12. - Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF PACA	10
Article 13. - Communication	11
Article 14. - Montant de la convention	11
Article 15. - Durée de la convention	11
Article 16. - Détermination du prix de cession	12
Article 17. - Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours	12
Article 18. - Contenteurs	12
Article 19. - Annexes	13
Annexes	14
Annexe n°1 - Plan de situation du périmètre d'intervention	14
Annexe n°2 - Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF PACA	15
Annexe n°3 - Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA et remboursement des débours	20
Annexe n°4 - La DUP réserve foncière (CEREMA - Octobre 2015)	22
Annexe n°5 - Lutte contre l'étalement urbain (Ministère du Logement - Mai 2014)	23
Annexe n°6 - La ZAD (Note EPF PACA - Février 2015)	24
Annexe n°7 - Modalités de retrocession des biens issus de la garantie de rachat entre la Commune et l'EPCI	25

Préambule

Carpentras est une commune d'environ 28 000 habitants. De par sa situation entre les pôles urbains d'Avignon et d'Orange, et la proximité de l'échangeur autoroutier d'Orange Sud, cette commune se trouve sur un axe de développement important et attractif en termes d'activités et d'habitat.

Cette commune est rattachée à la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (COVE), et elle est comprise dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Arc Comtat Ventoux. Par délibération du 16 décembre 2013, la COVE a arrêté et approuvé son deuxième PLH pour la période 2014-2020. Les compétences de la COVE ont été étendues notamment au développement économique et à l'aménagement de l'espace.

Le territoire de la COVE bénéficie d'infrastructures routières et autoroutières à proximité, ce qui lui confère de bonnes qualités d'accessibilité et ainsi une attractivité en matière économique. Afin de préserver cet atout, la COVE a défini une stratégie en matière de développement économique qui se traduit dans son schéma de développement économique adopté fin 2010.

Ce schéma définit les différentes filières à valoriser sur le territoire et oriente l'organisation territoriale à rechercher ces éléments avant par ailleurs été repris dans le SCOT de l'Arc Comtat Ventoux, approuvé en juin 2013, pour assouvir les projets.

En synthèse, ce schéma prévoit de favoriser les filières déjà présentes sur le territoire pour leur donner de la visibilité :

- agro-alimentaire et plus généralement, la valorisation de toutes les productions agricoles locales, le savoir-faire qui y est lié, l'horticulture, la recherche associée.
- les activités liées à la santé, au bien-être, aux loisirs, aux sports.
- la BTP.

A la fin de l'année 2015, la COVE a mis en avant le sujet du numérique comme un enjeu de développement majeur pour le territoire ainsi que la nécessité de rattacher l'ensemble des actions sous une même dynamique au travers d'une marque territoriale : La Provence Créative.

Afin de porter le développement économique du territoire et d'assurer le dynamisme de la future marque territoriale, la COVE définit un ensemble de projets structurants qui devraient voir le jour dans les 2 ans :

- Acquisition de l'ancienne gare de Carpentras afin d'aménager un pôle de services dédiés principalement aux entreprises. Cet écosystème numérique articule autour d'un atelier de fabrication numérique professionnel orienté notamment sur la thématique du packaging, d'un espace de coworking, d'un centre d'affaires, d'un lieu dédié à la formation numérique, d'un restaurant et d'une halle du goût. Ce projet se veut le « vaisseau amiral » de l'animation économique du territoire en permettant aux entreprises de monter en compétence sur le volet numérique tout en favorisant l'innovation ascendante via plus de transversalité et de coopération entre les entreprises.
- Réhabilitation du château Durbeson et d'un ancien bâtiment d'expéditeur sur l'Ecoparc Vaucluse Marché Gare afin d'y implanter une offre publique d'entreprise tertiaire et de production sur la thématique agro-agri. La requalification du site a également été engagée.
- Commercialisation et extension de l'Ecoparc Vaucluse Bellecour sur Carpentras, espace d'activités aménagées dédiées aux activités de production et notamment agro-alimentaire et cosmétique.

Ainsi, dans le cadre du projet de la Gare numérique, l'ancienne gare SNCF et les entrepôts désormais libérés vont accueillir dès 2019 un pôle consacré aux nouvelles technologies à travers de nombreuses offres de services destinées aux entreprises. Le quartier comprenant l'ancienne gare voyageurs et le pôle d'échange multimodal, représente désormais un site à enjeu pour la continuité de développement. Il présente des atouts pour accueillir des activités complémentaires à la gare numérique et sa proximité avec le centre-ville représente un atout complémentaire pour l'installation de nouvelles entreprises exerçant une activité tertiaire. Ce secteur représente donc un fort enjeu en matière de densification et de renouvellement urbain.

C'est dans ce contexte, que la commune de Carpentras et la COVE demandent à l'EPF PACA son accompagnement sur le quartier de la gare nécessaire à la restructuration d'un véritable quartier de centre-ville avec des commerces, de l'activité, des services et du logement.

Il est convenu de s'associer pour conduire sur le long terme une politique d'anticipation foncière sur ce périmètre à enjeux.

Il s'agit d'accompagner la commune de Carpentras et la COVE dans le développement du secteur afin de permettre la réalisation de projets économiques ou la réalisation d'opérations d'habitat.

Le projet de la commune est la réalisation d'une opération d'ensemble comportant de l'activité économique et éventuellement du logement.

Le site d'intervention est le quartier à proximité du pôle d'échanges multimodal et de l'ancienne gare voyageurs abritant le projet de Gare numérique.

Cette intervention s'inscrit dans le 2ème axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'intervention de l'EPF PACA : « Favoriser la réalisation de projets d'ensembles économiques d'espace » principalement dédié à l'économie.

Cela exposé, il est convenu ce qui suit



Article 1. - Objet et définition de l'intervention

L'EPCI et la Commune confient à l'EPF PACA une mission d'anticipation foncière sur le territoire à enjeux désigné à l'article n°2 de la présente convention.

La démarche d'anticipation foncière a pour objectif en partenariat avec l'EPCI et la Commune :

- de préciser et de valider le périmètre d'intervention à l'intérieur de l'espace à enjeux.
- de mettre en œuvre les outils nécessaires aux actions de maîtrise foncière et d'intervention sur le marché immobilier : DPU, réserves foncières, protection, d'anticipation foncière et de régulation des prix (Zone d'Anticipation Différée (ZAD), droit de Préemption (DPU), déclaration d'utilité publique (DUP) réserve foncière, emplacements réservés mixité sociale, suris à statuer, etc..)

Le programme identifié devra répondre à des critères de localisation et d'économie d'espace tels que définis dans le Programme Pluriannuel d'interventions en vigueur de l'EPF PACA et notamment la lutte contre l'étalement urbain.

Afin de déterminer les composantes essentielles du projet sur ce secteur, l'EPCI, la Commune et l'EPF PACA ont décidé de s'associer et de mettre en commun les financements nécessaires à la réalisation éventuelle d'études de faisabilité. Une étude complète sur le périmètre du quartier a déjà été réalisée par le cabinet Lebunel à la demande de la commune de Carpentras. Cette étude identifie notamment les îlots à enjeux et potentiellement mutables. Elle peut représenter une base de travail à la présente mission de l'EPF PACA.

Article 2. - Espaces à enjeux d'intervention

Le territoire à enjeux est indiqué en annexe n°1 de la présente convention.

Ce territoire concerne :

- le territoire du Quartier Gare couvrant une superficie totale d'environ 24ha 50a Il se situe en zonage Ub du PLU. La destination de ce territoire est économique avec accessoirement de l'habitat.

2.1 Evolution exceptionnelle des périmètres

L'EPF interviendra sur le périmètre défini ci-dessus

A titre exceptionnel, si une acquisition conclue permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs du projet se présente en dehors de ce périmètre, la décision de préemption ou l'acquisition amiable de l'EPF PACA avec délégation ou accord de l'EPCI et la commune, et sans modification des autres dispositions de la convention, vaudra évolution des périmètres.

Article 3. - Objectifs de l'intervention

Dans le périmètre et à l'appui des enjeux recensés dans le SCOT, le PLU et le PLH n°2, les objectifs recherchés visent à :

- contribuer à la réalisation de projets complémentaires aux projets publics engagés sur le secteur, par un portage foncier de l'EPF PACA.
- favoriser la réalisation de projets urbains anticipés, structurés et organisés autour de programmes diversifiés associant des logements répondant aux objectifs du PLH de l'EPCI, des services de proximité, des emplois, des espaces et des équipements publics de qualité,
- rechercher l'économie d'espace par une conception de formes urbaines adéquates.
- répondre à la demande économique en favorisant le développement d'un nouveau quartier dont la proximité avec le centre-ville, le pôle d'échange multimodal et la Gare numérique sont des enjeux forts.

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 5 sur 26

- plus particulièrement, contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable dans la réalisation des projets.

Article 4. - La démarche d'intervention :

La démarche d'intervention est :

- De préciser et de valider le périmètre d'intervention d'intérieur de l'espace à enjeux.
- De définir et valider le schéma d'anticipation foncière de l'espace à enjeux conformément aux orientations d'accompagnement ou des documents de référence.
- De mettre en œuvre les outils nécessaires aux actions de protection, d'anticipation foncière et de régulation des prix (ZAD, DPU, DUP réserve foncière, emplacements réservés mixité sociale, suris à statuer, etc..).

Article 5. - Démarches et financement des études préalables

5.1 Les études de prospective urbaine

Il s'agit essentiellement d'études de prospective urbaine et de définition des schémas d'organisation et des grandes orientations d'aménagement des sites sur lesquels l'EPF PACA assurera la mission d'anticipation. Ce type d'études doit confirmer le périmètre le plus stratégique sur lequel la démarche d'aménagement d'initiative publique est souhaitable afin d'atteindre les objectifs généraux du projet, de justifier les mesures de protection foncière et de mise en réserve de ce périmètre.

L'EPCI assurera la maîtrise d'ouvrage des études en partenariat avec l'EPF PACA et la Commune. La Commune participera financièrement au coût des études.

Pour les études de prospective urbaine et de définition des schémas d'organisation et des grandes orientations d'aménagement dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'EPCI, l'EPF PACA pourra participer à hauteur de 50 % du coût des études dans la limite de 60 000 euros hors taxes.

L'EPCI en qualité de Maître d'ouvrage de l'étude versera directement les sommes dues aux prestataires retenus.

- L'EPF PACA s'acquittera de sa contribution auprès de l'EPCI sur présentation de justificatifs, des états de dépenses relatifs au paiement du prestataire, mandats, signés par l'ordonnateur et le Trésorier de l'EPCI.
- La Commune s'acquittera de sa contribution correspondant à 50% du montant TTC restant à la charge de l'EPCI, sur présentation de justificatifs, des états de dépenses relatifs au paiement du prestataire, mandats, signés par l'ordonnateur et le Trésorier de l'EPCI.

5.2 Les études déjà réalisées :

Pour rappel, une stratégie urbaine a été réalisée en avril 2012 par le groupement Lebunel/Lucas & Mercier/Ingeop/DL Avocat. Elle se décompose en deux phases et a pour base deux périmètres d'intervention :

- La périmètre du pôle d'échange multimodal,
- La périmètre d'une potentielle future ZAC correspondant à la totalité du quartier de la gare et devant permettre d'engager à plus long terme, le réaménagement du quartier et initier une nouvelle dynamique urbaine assise sur le redéploiement du centre ville et sur son attractivité économique.

Cette étude a permis de définir un projet urbain sur le secteur. L'outil d'aménagement de type ZAC n'a finalement pas été mis en œuvre depuis. Cependant, les objectifs et les enjeux de ce secteur ont été

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 6 sur 26

analysés dans le cadre du projet urbain, et restent, à ce jour, identiques voire renforcés avec le projet de Gare numérique.

En conséquence, les éléments constitutifs du projet urbain sont annexés à la présente convention (voir annexe n°8) et seront un appui à l'intervention de l'EPF PACA. Les éventuelles études de prospectives urbaines s'inscrivent en complément.

5.3 Les études foncières et techniques

Pour l'accomplissement de sa mission l'EPF PACA pourra :

- faire réaliser des études pré opérationnelles,
- engager la démarche de référentiel foncier en vue d'établir un état des lieux (statut de propriété, occupation, ...) et de déterminer la durée foncière du secteur d'étude,
- faire réaliser des études de sols et de pollution.

L'EPF PACA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révélera nécessaire : géomètre, notaire, ingénieur d'études, huissier, avocat, officier ministériel, etc. ...

5.4 Frais d'études

Les frais d'études pris en charge par l'EPF PACA seront :

- soit re imputés sur le prix de cession dans le cas d'une revente à un opérateur,
- soit en l'absence d'opérateur, remboursés par la Commune dans leur intégralité conformément aux dispositions de l'annexe n°3.

Article 6 - Les moyens d'intervention

6.1 Modalités d'intervention foncière

Deux phases distinctes :

Phase 1 : Dès la signature de la convention, l'EPF PACA réalisera un référentiel foncier pour connaître l'état des lieux (statut de propriété, occupation, ...) et déterminer la durée foncière du périmètre d'intervention.

Phase 2 : L'EPF PACA proposera une analyse des outils les plus adaptés à la maîtrise foncière :

- L'exercice du DPU, DPUR et droit de priorité,
- La création de ZAD,
- La DUP réserve foncière,
- Les emplacements réservés.

6.2 Modalités d'intervention en matière d'urbanisme

L'EPF PACA proposera à la collectivité les outils d'urbanisme à instaurer, modifier ou réviser afin de faciliter et permettre la réalisation des objectifs de la collectivité :

- périmètre de suris à statuer en application des articles L.151-41 5° (servitude d'attente d'approbation d'un projet d'aménagement global) et L.424-1 3° (délimitation des terrains affectés par une opération d'aménagement) du Code de l'urbanisme,
- servitudes de mixité sociale,
- emplacements réservés.

- modifications du règlement d'urbanisme.

Article 7 - La démarche d'acquisition

L'EPF PACA procédera, selon les cas, aux acquisitions par voie amiable, par déclaration d'utilité publique réserve foncière, ou par exercice du droit de préemption ou du droit de priorité délégué par la collectivité compétente ou toutes délégations autorisées par les textes en vigueur.

Il est précisé que l'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF PACA sont réalisées à un prix dont le montant n'excède pas l'avis délégué par le Service des Domaines ou le cas échéant, au prix fixé par la Juridiction de l'Expropriation.

Chaque nouvelle acquisition fera l'objet d'un courrier (ou d'une décision) précisant l'accord préalable de l'EPCI et de la Commune.

Les modalités d'acquisition sont les suivantes :

- Acquisition amiable

L'EPF PACA pourra acquérir par voie amiable les premiers biens présentant un réel intérêt soit du point de vue de leur localisation par rapport aux intentions du projet en cours de définition, soit du point de vue de leur prix.

- L'exercice du droit de préemption urbain

La délégation du droit de préemption à l'EPF PACA pourra se faire au cas par cas ou de manière isolée sur le périmètre de projet défini en application des articles correspondants du code de l'urbanisme.

L'autorité compétente fera connaître sans délai suivant la réception de chaque DIA localisée dans le(s) site(s) pré-défini(s), celles auxquelles elle souhaite que l'EPF PACA donne suite par l'organisation d'une visite en présence du service de France Domaines.

- L'exercice du droit de préemption en ZAD

La zone d'aménagement délégué est un secteur où une collectivité publique, un établissement public y ayant vocation ou une SEM titulaire d'une convention d'aménagement dispose, pour une durée de 6 ans renouvelable, d'un droit de préemption sur toutes les mutations à titre onéreux d'immeubles ou de droits sociaux. Elle constitue pour les collectivités territoriales un outil de contrôle du marché foncier dans les secteurs où elles envisagent des opérations d'urbanisme. Le droit de préemption en ZAD peut être délégué en totalité ou au cas par cas à l'EPF PACA.

Le champ d'application des ZAD est codifié aux articles L.210-1, L.213-1, L.213-1 et suivants et R.213-1 et suivants du code de l'urbanisme s'agissant des règles communes aux périmètres de DPU et de ZAD et L.212-1 et suivants et R.212-1 et suivants, L.213-17 concernant les dispositions spécifiques aux périmètres de ZAD.

- L'exercice du droit de priorité

Le droit de priorité pourra également être délégué au cas par cas à l'EPF PACA en vertu des dispositions de l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme.

- La maîtrise foncière par substitution d'une mise en demeure d'acquiescer au titre d'un emplacement réservé mixité sociale

Les propriétaires d'un terrain grevé d'une servitude d'urbanisme peuvent mettre en demeure la collectivité ou le service public au bénéfice duquel le bien a été réservé d'acquiescer ce bien. Ce droit de délaissement est étendu aux servitudes d'urbanisme instituées en application de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme, à savoir, les emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements définis dans les zones urbaines et à urbaniser des règlements de PLU. La loi SRU a uniformisé les délais et conditions d'exercice de ce droit qui sont prévus par les articles L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme. Par ailleurs, la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ouvre la possibilité de substitution du bénéficiaire de la réserve. Désormais, l'acquisition d'un terrain situé en emplacement réservé peut être réalisée par une autre personne publique sous conditions de l'accord de la personne publique bénéficiaire de la réserve et le maintien de la destination de l'emplacement réservé.

L'EPF PACA pourra procéder à l'acquisition d'un bien inscrit en emplacement réservé institué en application de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme par substitution de la personne publique bénéficiaire suite à une mise en demeure d'acquiescer.

L'EPCI organisera en lien avec la commune bénéficiaire de l'emplacement réservé les modalités de substitution.

- La constitution de réserves foncières par voie d'expropriation :

L'article L.221-1 du code de l'urbanisme permet la constitution de réserves foncières par voie d'expropriation en vue d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens de l'article L.300-1. Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est composé conformément aux dispositions de l'article R.112-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 8. - Possibilité d'intervention ultérieure

1 – Prolongation

D'un commun accord, la convention est prolongée par avenant, une seule fois, pour permettre la continuité de la mission sur le territoire à enjeux à condition que les démarches d'intervention décrites à l'article 4 soient engagées.

2 – Abandon

La convention est abandonnée par l'EPCI et la Commune car les conditions de réalisation ne sont pas réunies. L'ensemble des dépenses est remboursé par la Commune à l'EPF PACA avant la date de caducité de la convention, notamment, en mettant en œuvre la garantie de rachat et de remboursement des débours concernant les études réalisées, les biens fonciers acquis.

Une rétrocession des biens peut être réalisée entre la Commune et l'EPCI dans les conditions de l'annexe n°7.

3 – Nouvelle convention

Si l'EPCI et/ou la Commune, sur un ou plusieurs périmètres identifiés, valide(nt) un projet d'ensemble d'intérêt général conforme au SCOT ou au PLU et au PPI, et approuvé par délibération, une nouvelle convention de type opérationnelle pourra être mise en œuvre. L'ensemble des dépenses et notamment celles liées aux biens acquis pourra être transféré dans cette nouvelle convention.

Article 9. - La démarche de cession

Les biens acquis sur cette convention pourront être :

- cédés à la Commune dans le cadre de l'exercice de la garantie de rachat en cas d'abandon de la convention.(voir annexe n°3).

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 9 sur 26

- transférés dans une nouvelle convention d'intervention foncière en impulsion / réalisation qui assurera la continuité de l'intervention EPF sur des sites identifiés.

Article 10. - Les données numériques

L'EPCI et la Commune transmettront, dans la mesure de leurs possibilités techniques, l'ensemble des données numérisées qui pourront être utiles à la réalisation de la gestion de l'EPF PACA, telles que :

- Les données cadastrales (guyé le cas où des données seraient plus récentes que celles à disposition de l'EPF PACA).
- Les zonages du document d'urbanisme (PLU/SCOT/ ...), recollés au plan cadastral.
- Les zones réglementaires : PPR/ environnementales/ ...

Le système d'information géographique de l'EPF PACA repose sur une solution ESRI. De ce fait, toutes ces données doivent être livrées sous un format suivant :

- Shapefile (.shp)
- Mapinfo (.mif, .mid, .lab)

Les données devront être livrées sous la projection géographique : RGF Lambert 93.

L'EPF PACA s'engage à remettre à l'EPCI et à la Commune une copie des documents ou analyses réalisés dans le cadre de la convention (référentiels fonciers, cartographies, ...) sous format numérique et les couches SIG correspondantes...

Article 11. - Mise en place d'un dispositif de suivi de la convention

11.1 - Un comité de pilotage de la présente convention composé de l'EPCI et de la Commune, de l'EPF PACA et de tous les partenaires liés à la mise en œuvre des territoires à enjeux. Il évalue l'avancement des missions. Il facilite la coordination des différents acteurs concernés et propose les évolutions souhaitables du contenu de la mission. Il se réunit au minimum une fois par an sur demande de l'EPCI.

11.2 - A la date du troisième anniversaire de la convention, le comité de pilotage sera réuni à l'initiative de l'EPF PACA pour examiner l'avancement des démarches engagées dans le cadre de la convention. Un rapport sera établi conjointement par l'EPF PACA, l'EPCI et la Commune. Dans le cas, où le comité de pilotage conclurait qu'aucun dispositif contenu dans la convention n'est mis en œuvre, la réalisation de la convention sera prononcée par anticipation. Il sera mis en œuvre le dispositif prévu à l'article « Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours ». A compter de cette date, l'EPF PACA mettra fin aux acquisitions.

Article 12. - Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF PACA

L'EPF PACA n'ayant pas les moyens humains pour assurer la gestion courante de ses biens, ceux-ci seront systématiquement remis en gestion à la Commune lors de chaque acquisition. L'EPF PACA conservera ses obligations de propriétaire.

Toutefois la Commune et l'EPF PACA détermineront les biens dont l'établissement conservera exceptionnellement la gestion (cela concerne essentiellement la gestion de biens comportant des baux commerciaux qui nécessitent une gestion juridique particulière).

Les modalités de gestion sont définies à l'annexe « Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF PACA » qui sera dûment paraphée par les parties.

La Commune se verra transférer la gestion effective du bien dans le cadre d'un procès-verbal formel de remise en gestion contresigné par les deux parties, pour permettre à la Commune d'assurer la garde, le contrôle et la surveillance desdits biens au sens de l'article 1242 du Code Civil.

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 10 sur 26

La Commune s'engage à retourner l'un des deux procès-verbaux originaux de remise en gestion du bien étudié, sous un délai maximum d'un mois à compter de sa signature.

La Commune ne doit en aucun cas permettre l'installation d'activités risquant de conférer la domanialité publique aux biens acquis par l'EPF PACA.

Ainsi le bien dont la Commune a la gestion ne devra pas être affecté à l'usage direct du public, ni affecté à un service public avec aménagement indispensable à cet effet.

- Dans le cas exceptionnel où la Commune ne pourrait faire face à ses engagements de gestion des biens, et si l'EPF PACA ne peut absolument pas reprendre ladite gestion à sa charge par manque de moyens humains, ce dernier pourra désigner en accord avec la Commune, un délégué dont les frais générés seront repercutés sur le prix de cession conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF PACA.

Sauf disposition contraire actée par un échange écrit entre l'EPF PACA et la Commune, les biens sont remis en gestion à la Commune dès que l'EPF PACA en a la pleine jouissance que ce soit pour les biens bâtis LIBRES DE TOUTE OCCUPATION ou OCCUPES et pour les biens non bâtis LIBRES DE TOUTE OCCUPATION ou OCCUPES.

L'envoi du procès-verbal de remise en gestion courante intervient postérieurement à la visite du bien en présence du ou des représentant(s) de l'EPF PACA et de la Commune. La visite du bien pourra avoir lieu le cas échéant avant l'acquisition dudit bien.

Article 13. - Communication

L'EPCI et la Commune s'engagent à faire état de l'intervention de l'EPF PACA sur tout document ou support relatif aux projets objets de la présente convention et notamment lors de toute communication sur les périmètres de projet faisant l'objet de l'intervention de l'EPF PACA. Il s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié d'une intervention de l'EPF PACA.

Par ailleurs, l'EPF PACA pourra apposer, pendant la durée du portage, en lien avec la politique de communication de l'EPCI et la Commune, et de l'EPF PACA (charte graphique,...), des panneaux d'information sur les terrains dont il se sera rendu propriétaire, et faire état de l'avancement de la présente convention sur tous supports.

Article 14. - Montant de la convention

Le montant de la présente convention est fixé à 2 000 000 Euros (deux millions d'Euros) hors taxes et hors actualisation.

Ce montant représenté, à titre indicatif, le montant prévisionnel, en prix de revient, des investissements de toutes natures nécessaires à la réalisation des missions de l'EPF PACA dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 15. - Durée de la convention

La convention prendra fin le 31 décembre 2024 ; elle prendra effet à compter de la date de signature, celle-ci intervenant après mise en œuvre des formalités de contrôle rendant exécutoire les délibérations autorisant la signature de la présente convention par chacune des parties. Cette durée pourra faire l'objet d'une prorogation par avenant si nécessaire.

A l'issue d'une première période de 3 ans conformément aux modalités prévues dans l'article « Mise en place d'un dispositif de suivi de la convention » la convention pourra être clôturée par anticipation. Dans ce cas l'article « Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours » sera mis en œuvre.

Article 16. - Détermination du prix de cession

Les modalités de détermination du prix de cession, ainsi que les modalités de paiement s'appliquent selon les modalités définies à l'annexe « Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA et remboursement des débours » conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF PACA.

Article 17. - Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours

La présente convention ne peut être résiliée que d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation ou en cas de caducité de la convention (sans renouvellement par avenant), l'EPF PACA produira un état récapitulatif de l'ensemble des dépenses réalisées et, le cas échéant, des recettes perçues, afin de déterminer le solde dû et/ou le montant du prix de cession des biens restant en stock et qui devront être rachetés par la collectivité garante. A noter que les modalités financières fixées au PPI s'appliquent (actualisation notamment). L'EPF PACA mettra alors en œuvre la garantie de rachat et de remboursement des débours auprès de la Commune.

La Commune sera tenue de rembourser le solde dû et/ou de racheter les biens restant en stock au prix déterminé, et ce conformément au PPI, suivant la date d'effet de la décision de résiliation ou au plus tard à la date de caducité de la convention.

Suite à la mise en œuvre de la garantie de rachat, une rétrocession du ou des biens acquis peut être réalisée entre la Commune et l'EPCI. Les modalités de rétrocession sont précisées en annexe n°7 « Modalités de rétrocession des biens issus de la garantie de rachat entre la Commune et l'EPCI ».

Article 18. - Contentieux

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

2024.10.04

Article 19. - Annexes

Sont annexées au présent contrat :

- Annexe n°1 : Plan de situation du périmètre d'intervention
- Annexe n°2 : Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF PACA
- Annexe n°3 : Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA et remboursement des débours
- Annexe n°4 : La DUP réserve foncière (CEREMA - Octobre 2015)
- Annexe n°5 : Lutte contre l'étalement urbain (Ministère du Logement - Mai 2014)
- Annexe n°6 : la ZAD (Nola EPF PACA - Février 2015)
- Annexe n°7 : Modalités de rétrocession des biens issus de la garantie de rachat entre la Commune et l'EPFI
- Annexe n°8 : Etude de stratégie urbaine - avril 2012

Ces annexes ont valeur contractuelle.

Fait à Marseille, le
En 3 exemplaires originaux

Fait à le (1)

L'Etablissement Public Foncier
Provence Alpes Côte d'Azur
représenté par sa Directrice Générale

La Communauté d'Agglomération Ventoux
Comtat Venaissin
représentée par son Président,

Claude BERTOLINO (2)

Francis ADOLPHE (2)

Fait à le (1)

La Commune de Carpentras
représentée par son Premier Adjoint,

Serge ANDRIEU (2)

(1) Signature à une date postérieure au contrôle de légalité de la délibération des collectivités
(2) Parapher chaque bas de page

Annexes

Annexe n°1 - Plan de situation du périmètre d'intervention



Annexe Quartier Gare - 24.3 ha

Annexe n° 2 - Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF PACA

Article I : OBJET DE LA REMISE EN GESTION

La présente annexe a pour objet de définir les conditions et modalités de la remise en gestion à la Commune des biens immobiliers bâtis et non bâtis, libres ou occupés, acquis par l'EPF PACA pour le compte de la Commune, en application de la présente convention.

Il est précisé que, de façon conjointe avec la Commune, l'EPF PACA conservera la gestion de certains biens, et notamment s'agissant de baux commerciaux ou d'activités, qui nécessitent la conduite d'une procédure d'éviction commerciale ou de libération effective des locaux, lorsque cela est possible.

Article II : DUREE

La gestion de chaque bien est confiée à la Commune à compter de l'entrée en jouissance par l'EPF PACA et jusqu'à la date :

- o de son rachat par l'opérateur désigné ou la collectivité,
- o ou de la notification de reprise dudit bien à l'initiative de l'EPF PACA, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article III : PROCEDURE DE REMISE EN GESTION FORMELLE

En vue d'une acquisition et/ou préalablement à chaque remise en gestion formelle d'un bien, il sera procédé à une visite contradictoire du (ou des) bien(s) devant être transféré(s), aux fins notamment d'établir un diagnostic technique du bien et de déterminer les interventions à la charge de l'EPF PACA. Lors de cette visite, il sera établi un procès-verbal de remise en gestion signé entre les deux parties qui mentionnera :

- la description du bien transféré comportant entre autres les objectifs et devenir du bien en fonction du projet,
- sa situation locale et d'occupation,
- les éventuelles interventions à réaliser par l'EPF PACA (muraige des entrées, pose de panneaux de signalétique interdit au public, dangers divers, dégagement de responsabilité en cas d'accident etc),
- les éventuelles interventions à réaliser par la Commune (débroussaillage - sécurisation, entretien des panneaux de signalétique interdit au public posés par l'EPF PACA, s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant l'accès, vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant...)

Article IV : CHARGES ET CONDITIONS RELATIVES A L'ETAT DES BIENS LORS DE LA REMISE EN GESTION

La Commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF PACA, à l'occasion de cette remise, d'interventions, remises en état ou réparations autres que celles précisées ci-après :

- pour les biens bâtis vacants, l'EPF PACA procédera à leur muraige ou à leur démolition suivant le cas et conformément au contenu du procès-verbal de remise en gestion,
- pour les biens bâtis occupés, conformes aux conditions d'habitabilité, l'EPF PACA procédera, en sa qualité de propriétaire, aux travaux nécessaires et aux mises en sécurité, s'ils doivent continuer à être occupés.

Dans le cas inverse, si le logement ne respecte pas les normes d'habitabilité (logement dangereux ou insalubre) et préalablement à la remise en gestion du bien, la Commune actera d'un commun accord la réalisation de travaux de mises en sécurité (protocole travaux) ou le relogement du ou des occupants par la Commune et le plus rapidement possible conformément à ses prérogatives en matière de relogement.

- pour les biens non bâtis, l'EPF PACA procédera, s'il y a lieu, à la pose de clôtures.

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 15 sur 26

Durant la phase de réalisation des travaux à la charge de l'EPF PACA, ce dernier redeviendra de fait, gardien du bien.
Plus précisément, les travaux sont confiés par l'EPF PACA à des intervenants extérieurs dans le cadre de marchés pluriannuels. Les présents contrats conclus avec les intervenants extérieurs prévoient un transfert de la garde du bien durant les travaux à l'entreprise.

Dès l'achèvement des travaux, l'EPF PACA adresse à la Commune un courrier, précisant que les travaux ont été effectués et achevés et adosse les reportages photographiques ou les constatats correspondants afin de mener la preuve de l'achèvement.

Article V : AFFECTATION ET OCCUPATION DES BIENS TRANSFERES PENDANT LA DUREE DU PORTAGE

La Commune ne peut modifier, même temporairement, la destination des biens dont la gestion lui est transférée.

1. *Gestion par la Commune des Biens occupés légalement au jour de la remise en gestion :*
La remise en gestion d'un bien entraînera la substitution de la Commune dans tous les devoirs et obligations de l'EPF PACA vis-à-vis des locataires et occupants existants, la Commune faisant son affaire personnelle de la situation locative du bien.

Dès que la remise en gestion d'un bien sera intervenue, la Commune en informera les locataires et occupants.

Les dépôts de garantie sont versés sur un compte d'attente de l'EPF PACA, ils seront reversés aux occupants par l'EPF PACA conformément à la réglementation en vigueur.

Rapports avec les locataires et occupants :

La Commune veillera à la bonne exécution des baux d'habitation et conventions d'occupation précaire.

La Commune réalisera les états des lieux, procédera au quittement des sommes dues et délivrera les congés.

La Commune percevra les loyers, redevances et toutes sommes dues au titre des baux d'habitation et conventions d'occupation précaire.

Pour tous les biens, la Commune est le seul interlocuteur qualifié des locataires et occupants pour toutes les actions relatives à la gestion des immeubles et leur donne la suite qu'elle comportent.

Si un locataire (d'un bien dont la Commune a la gestion locale) accuse un retard de paiement d'un seul mois de loyer, la Commune en informe l'EPF PACA dans les plus brefs délais et fera toute diligence (échanges amiables, mises en demeure par le Comptable Public de la Commune) aux fins de recouvrer le loyer non réglé.

Si un locataire accuse un retard de paiement de plusieurs mois de loyer, la Commune informera l'EPF PACA de la persistance des retards de paiement et des diligences effectuées par le Comptable Public de la Commune aux fins de recouvrement. Si les diligences amiables et précontentieuses effectuées par le Comptable Public de la Commune restent infructueuses, l'EPF PACA fera signifier au locataire, par huissier de justice, un commandement de payer la dette locative. Si le commandement reste infructueux, l'EPF PACA engagera devant le juge des référés une procédure judiciaire aux fins d'expulsion.

Gestion des biens occupés illégalement :

En cas d'occupation illégale au jour de la remise en gestion, l'EPF PACA diligentera, de sa propre initiative, une procédure d'expulsion et informera la Commune de l'avancée de la procédure.

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 16 sur 26

En cas d'occupation illicite du bien, en cours de portage de l'opération : la Commune sera tenue d'informer immédiatement l'EPF PACA de toute occupation illicite conformément à sa qualité de gardien du bien. La Commune devra rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants dans le cadre du flagrant délit d'intrusion avec si besoin la concours de la Police Municipale.

En cas d'impossibilité d'obtenir l'expulsion par la voie du flagrant délit d'intrusion, la Commune en informera l'EPF PACA qui sollicitera un Huissier de Justice pour établir un Procès-verbal de Constat d'occupation illicite. Puis, l'EPF PACA mènera par l'intermédiaire de son conseil une procédure en référé aux fins d'expulsion.

Au jour de l'évacuation des lieux (par la voie du flagrant délit d'intrusion ou par la voie judiciaire), l'EPF PACA sera représenté par la Commune qui veillera au bon déroulement de l'opération et à la bonne exécution de l'Ordonnance de référé.

Après le départ ou l'expulsion des occupants sans droit ni titre, la Commune procédera, sans délai, à la sécurisation du bien (murage, clôture).

La Commune devra, si les circonstances l'exigent, organiser le gardiennage 24H sur 24 du bien, afin d'éviter toute nouvelle occupation.

2. Biens occupés illégalement et devenant vacants pendant le portage de l'opération :

Les biens bâtis inoccupés pourront être démolis ou murés (sécurisés) au plus vite afin d'éviter tout risque d'occupation illicite ou d'accident.

En conséquence, la Commune informera l'EPF PACA de la libération de tout bien, et procédera dans ce cas, sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de murage, sécurisation du bien ou de la partie de bien devenue vacante en vue de la pose de peintures de signalétique. L'EPF PACA procédera, le cas échéant, à la démolition du bien.

Sous réserve que le bien ou partie de bien devenu (e) vacant(e) réponde aux normes en vigueur et que l'EPF PACA donne son autorisation écrite, la Commune pourra consentir sur ledit bien ou partie de bien une convention d'occupation temporaire bipartite à l'exclusion de tout autre convention.

Cette convention d'occupation temporaire bipartite dont l'EPF PACA sera le dernier signataire, ne pourra conférer au preneur ni droit au renouvellement ni droit au maintien dans les lieux.

La Commune remettra au preneur une copie de la convention dans le mois de la signature et s'assurera que le preneur a contracté les assurances conformes à son activité et à son occupation. La Commune sera en charge, comme précisé en point 1) de l'article V, de la gestion locative du bien ou partie de bien.

Dans tous les cas, dès la connaissance de faits, la Commune informera l'EPF PACA des événements particuliers et notamment de toute atteinte au bien, égal, contentieux, intervention sur le bien...

Article VI : GESTION TECHNIQUE, TRAVAUX ET REPARATIONS EN COURS DE PORTAGE DE L'OPERATION

1. A la charge de l'EPF PACA :

Pendant le portage de l'opération, l'EPF PACA conservera exclusivement à sa charge les grosses réparations visées à l'article 605 du Code civil, les grosses réparations relatives au clos, au couvert-et à la mise en sécurité de ses biens et, pour les biens bâtis devenant vacants, les travaux de murage ou de démolition.

En sa qualité de gardien, la Commune devra aviser immédiatement l'EPF PACA de toute réparation à la charge de ce dernier en application du paragraphe ci-dessus, dont elle sera à même de constater la nécessité.

Dans l'hypothèse où l'état des biens transférés en application de la présente convention emporterait obligation pour l'EPF PACA, en sa qualité de propriétaire, de réaliser des travaux autres que les travaux de murage ou de démolition, les travaux mentionnés dans le procès-verbal de remise en gestion en cas de flagrant délit d'intrusion avec si besoin la concours de la Police Municipale.

PACA notifiera par écrit la Commune de l'urgence des travaux à mener ainsi que leur coût prévisionnel.

Au vu de cette notification, la Commune devra :

- soit réloger les occupants s'il y en a ;
- soit décider d'accepter des travaux pour lesquels sera émis un programme d'interventions de l'EPF bien, conformément aux dispositifs du Programme Pluri-annual d'interventions de l'EPF PACA.

2. A la charge de la Commune :

Durant le portage de l'opération, outre les obligations mentionnées ci-dessus, la Commune devra pendant toute la durée de gestion du bien assurer la conservation, l'entretien, le nettoyage, la surveillance et le gardiennage de tous les biens dont la gestion lui est remise ainsi que des équipements et annexes.

La Commune fera son affaire personnelle à compter de la remise en gestion, de la continuation ou de la résiliation de tous traités ou abonnements relatifs à l'eau, au gaz, à l'électricité et autres fournitures s'il y a lieu qui ont été contractés relativement aux biens transférés.

La Commune se chargera éventuellement de la pose des compteurs (À consigner dans le procès-verbal de remise en gestion).

La Commune veillera à la sécurité des immeubles et des personnes, au maintien de l'ordre et au respect des lots et règlements.

La Commune passe à cet effet tous les contrats (ligne de téléphone, chauffage, gaz) nécessaires à l'entretien des immeubles.

La Commune assure à sa seule diligence les travaux d'entretien courant (Débroussaillage et curage notamment) et les réparations des biens transférés ainsi que de leurs équipements.

De manière exceptionnelle, la Commune pourra avoir à sa charge, d'un commun accord avec l'EPF PACA, des travaux de gros œuvre, dératization et désinsectisation (À consigner dans le procès-verbal de remise en gestion).

Article VII : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Commune encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc. à l'exclusion des biens dont les baux (essentiellement baux commerciaux) sont juridiquement gérés par l'EPF PACA).

La Commune supportera également la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété). A ce titre, la Commune représentera l'EPF PACA aux assemblées générales des copropriétaires.

Article VIII : TAXES ET IMPOTS

L'EPF PACA acquittera uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant.

La Commune acquittera les impôts, taxes et cotisations diverses liés à l'usage des biens (taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe d'arrosage ...).

Article IX : ASSURANCES**Assurances de l'EPF PACA :**

En sa qualité de propriétaire, l'EPF PACA assure les biens acquis au titre de la présente convention dans le cadre de contrats globaux souscrits auprès de ses assureurs.

Ces contrats garantissent les immeubles contre les événements suivants :
Incendie et événements naturels, dégâts des eaux, déformations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, bris de glaces, catastrophes naturelles, attentats.

Assurances de la COMMUNE :

La Commune gestionnaire est garante des obligations d'assurance.

La Commune devra vérifier que les occupants sont personnellement assurés pour leurs biens propres et pour les risques locaux et d'exploitation (incendie, dégâts des eaux, vol, recours des voisins et des tiers, responsabilité civile locale) à compter du premier jour d'occupation et jusqu'au terme de cette occupation.

La Commune déclarera à sa propre assurance les biens de l'EPF PACA qu'elle a en gestion : Responsabilité civile locale (fots de copropriété ou immeuble entier et tout type de bien géré pour le compte du propriétaire), responsabilité civile en sa qualité de gardien des biens.

Article X : VISITE-CONTROLE-INFORMATION

La Commune procédera à une visite périodique du bien, si possible une fois par trimestre, et après chaque événement climatique exceptionnel.

La Commune informera l'EPF PACA de tout accident, incident, dysfonctionnement, tige, mise en demeure ou injonction de l'Administration relatifs aux biens qu'elle gère appartenant à l'EPF PACA.

D'une manière générale, la Commune devra, pendant toute la durée de la gestion, faire preuve d'une grande vigilance et tenir l'EPF PACA informé de la situation technique et locale de tout bien transféré.

A cet effet, la Commune désignera auprès de ses Services un interlocuteur chargé de la gestion locale et un interlocuteur chargé de la gestion technique et en informera l'EPF PACA. Préalablement à la cession d'un bien, l'EPF PACA demandera à la Commune de lui fournir un rapport dans lequel est indiqué l'occupation du bien ainsi que l'état technique de ce dernier avant la vente (document type : rapport annuel joint à chaque remise en gestion).

Annexe n°3 - Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA et remboursement des débours

(PPI 2016-2020 approuvé par délibération du Conseil d'Administration du 20 Juillet 2015)

1. Détermination du prix de cession

Le prix contractuel de cession est établi conformément aux conditions générales de cession de l'EPF PACA définies dans son Programme Pluriannuel d'interventions et dans le cadre d'un conventionnement déterminé avec la ou les collectivités concernées.

L'établissement du prix de cession se fera sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de cession.

Les éléments constitutifs du prix de cession sont notamment les suivants :

- Le prix d'acquisition foncière majoré des frais annexes,
- Les dépenses de gestion du patrimoine, de toutes natures, supportées par l'EPF pendant la durée de portage, à l'exception des taxes foncières,
- Les dépenses de remises en état des sols comprenant travaux de démolition, dépollution ou de « proto-aménagement » c'est-à-dire de valorisation foncière (pre verdissement par exemple) ou de préparation à l'aménagement ultérieur (remembrements fonciers ou désenclavement),
- Les dépenses d'études de schéma d'organisation urbaine, d'études de pré-projets et d'études opérationnelles éventuelles,
- Les dépenses correspondantes à des missions d'assistance, d'expertise ou de fourniture de services sous traitées,
- Les frais liés aux contentieux (frais de représentation en justice, dépens, indemnité...),
- Les provisions concernant les dépenses susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de cession.
- Les frais financiers, uniquement s'ils correspondent à des emprunts spécifiquement adossés au projet pendant la durée de portage.

Les frais d'actualisation le cas échéant (cf. ci-après). A noter que les opérations qui supportent des charges financières liées à un emprunt spécifique sont exonérées de cette actualisation.

Les recettes de gestion locative perçues par l'EPF PACA ne sont pas comptabilisées en allègement des prix de cession pour couvrir les taxes foncières qu'il conserve à sa charge.

Le prix de cession, à l'issue de la période de portage, sera égal au prix tel que défini ci-dessus, diminué des subventions éventuelles perçues par l'EPF PACA pour la réalisation du projet considéré.

Pour assurer une péréquation des prix de cession notamment dans le cas de programmes mixtes pour le logement, ce calcul peut s'entendre à l'échelle d'un site ou d'un ensemble de sites issus d'une même convention.

Modalités de calcul de l'actualisation :

Rappelons que l'actualisation des prix de cession (qui permet de tenir compte de l'érosion monétaire) avait été supprimée pendant la première partie du PPI 2016-2020 afin de tenir compte des conséquences de la crise immobilière. Elle a ensuite été réintroduite dans les modalités de cession à partir du 1^{er} janvier 2013, sans effet rétroactif, et avec un taux uniforme de 1,5% par an.

Sur la période du PPI 2016-2020, l'actualisation continue d'être appliquée avec un taux uniforme de 1,5% par an.

A noter que la délibération n°201552 du 16/11/15 autorise la Direction Générale à exonérer certaines opérations de cette actualisation : il s'agit des projets à dominante habitat en renouvellement urbain ou des projets prévoyant la réalisation d'un programme à 100% Logements Locatifs Sociaux (LLS)

pour lesquels une promesse de vente ou un acte de vente serait signé entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31/12/2020.

Cette actualisation sera calculée par application à chaque dépense de la formule suivante :

$$\text{Valeur finale} = \text{Valeur initiale} \times (1 + 1,5\% \times \text{années})$$

Avec :

Valeur initiale = montant initial de la dépense

Valeur finale = montant « actualisé » de la dépense

Nombre d'années = temps écoulé calculé au prorata temporis entre la date de paiement de la dépense (décaissement) et la date prévisionnelle de cession (date prévisionnelle acte de vente)

Pour les acquisitions réalisées avant le 1^{er} janvier 2013, la date de paiement de la dépense sera fixée à cette date pour le calcul de l'actualisation.

Taux = cf. « Modalités de cession - PPI en vigueur » soit 1,5% par an.

Le prix de cession est établi en fonction d'une date prévisionnelle de signature de l'acte de vente (qui doit correspondre à la date de la caducité de la promesse de vente le cas échéant) et en cas de dépassement de ce délai, le prix de cession pourra être réajusté pour tenir compte de dépenses éventuelles intervenues entre le calcul du prix de cession et la signature de l'acte.

Le paiement total du prix sera assuré au moment de la cession.

La collectivité garantit le rachat des terrains si ceux-ci ne trouvent pas preneur ou dans l'hypothèse où le projet est abandonné au terme de la convention.

La collectivité s'engage dans ce cas à racheter les terrains au plus tard au terme de la convention.

Au-delà de ce délai, la collectivité versera à l'EPF, en sus du prix de cession, une indemnité de retard. Celle-ci sera calculée sur la base d'un taux annuel de 5 %, appliqué au montant global de la cession, et proportionnel au retard constaté à la signature de l'acte (avec une franchise de 6 mois).

Les conventions opérationnelles prévoient, à titre principal, une vente des terrains aux opérateurs qui réalisent le projet : opérateurs publics (aménageurs en concession d'aménagement, bailleurs sociaux, établissements publics, etc.), opérateurs privés ou institution publique lorsque celle-ci est maître d'ouvrage. Les actes de cession comportent toujours des obligations sous forme de cahiers des charges correspondant aux objectifs du projet. Le choix des opérateurs et les modalités de la cession sont soumis à l'accord de la collectivité.

Dans tous les cas, les actes de cession expliciteront les conditions d'usage ultérieur des biens conformément aux objectifs de la convention et la collectivité devra approuver le bilan prévisionnel de l'opération foncière et le cahier des charges de cession des terrains.

En cas de cession partielle du site aux acquéreurs désignés par la collectivité, celle-ci s'engage à racheter les reliquats fonciers à l'EPF PACA à la valeur du prix de cession tel que déduit ci-dessus déduction faite du montant des cessions aux opérateurs.

2. Remboursement des dépenses engagées par l'Établissement.

Dans l'hypothèse de l'abandon d'un site d'intervention, la collectivité s'engage à rembourser l'intégralité des dépenses réalisées par l'EPF PACA. Le montant à rembourser sera déterminé selon les mêmes modalités financières que celles vues au paragraphe précédent (dont notamment l'actualisation des dépenses). Le remboursement devra avoir lieu dans un délai de six mois à compter de la décision de l'EPF PACA constatant l'abandon du site.

3-Modalités de paiement, fin de portage financier par l'EPF PACA

La collectivité devra payer la totalité du prix de cession à la signature de l'acte de vente.

La collectivité se libérera du montant des sommes dues à l'EPF PACA par virement au crédit du compte Trésor Public de Marseille n°00001005849 au nom de l'Agent Comptable l'EPF PACA.

Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 21 sur 26

Annexe n°4 - La DUP réserve foncière (CEREMA - Octobre 2015)



Convention d'anticipation foncière Quartier Gare

Page 22 sur 26

Annexe n°5 - Lutte contre l'étalement urbain (Ministère du Logement - Mai 2014)



Annexe n°6 - La ZAD (Note EPF PACA - Février 2015)



Annexe n°7 - Modalités de rétrocession des biens issus de la garantie de rachat entre la Commune et l'EPCI

La garantie de rachat et de remboursement des débours est supportée par la Commune.

Cependant, suite au transfert de propriété des biens entre l'EPF et la Commune, une rétrocession peut être envisagée à l'EPCI en fonction des modalités définies dans la présente annexe.

1. Cas de rétrocession à l'EPCI

La Commune rétrocedera à l'EPCI les biens acquis à l'EPF dans le cadre de la garantie de rachat, dans les cas suivants :

- la destination actuelle ou future du ou des biens acquis correspond aux compétences intercommunales (développement économique notamment),
- la destination future du ou des biens acquis permettra la réalisation d'une opération mixte : habitat et économique.

La Commune conservera la propriété des biens acquis à l'EPF dans le cadre de la garantie de rachat, dans les cas suivants :

- la destination future du ou des biens acquis permettra la réalisation d'une opération de logements,
- la destination future du ou des biens acquis permettra la réalisation d'un aménagement urbain.

2. Modalités de rétrocession

> Modalités administratives

L'acte de rétrocession entre la Commune et l'EPCI interviendra concomitamment à l'acte de vente EPF PACA/Commune ou dans un délai maximum de six mois.

Un notaire commun sera en charge du dossier.

Un état des lieux des biens et de la situation locative sera réalisé en amont de la rétrocession.

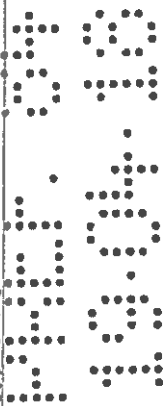
> Modalités financières

Le prix de vente sera à la charge de l'EPCI et identique au prix de la vente EPF PACA/Commune (déduction faite des frais de notaire supportés par la Commune dans le cadre de cette première vente).

Les frais d'acte liés à la rétrocession seront à la charge de l'EPCI.

Le prix de cession sera versé à la comptabilité du notaire sur présentation d'une attestation de vente ou d'une copie d'acte.

Annexe n°8 – Etude de stratégie urbaine – Avril 2012



L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AJELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°63-18

Objet : soutien financier de l'éco-organisme Eco mobilier

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°63-18
Objet : soutien financier de l'éco-organisme Eco mobilier

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,

Vu la délibération 165-13 du 4 novembre 2013, afférent à la convention type avec Eco mobilier permettant à la CoVe de bénéficier de soutiens financiers pour la collecte de ses déchets d'ameublement dans ses déchetteries,

Considérant que la convention précédente est échue et qu'il convient de reconduire le partenariat de la CoVe avec cet éco organisme, dont l'agrément a été renouvelé par les services de l'Etat,

Considérant que les soutiens financiers délivrés par cet éco organisme sont indispensables à l'amélioration de la collecte des déchets d'ameublement,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 27 mars 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué à la gestion des déchets

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le président à signer la convention financière avec Eco mobilier telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 7478 fonction 81240.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

Contrat territorial de collecte du mobilier

Collectivité signataire :

Numéro de contrat :

Contrat territorial de collecte du mobilier

Entre les soussignés :

La **Collectivité** :

titulaire de la (des) compétence(s) :

représentée par (nom et titre) :

agissant en application de la Délibération du Conseil communautaire/syndical numéro :

En date du

Adresse :

Code postal :

N° INSEE :

Ville :

Désignée ci-après « la Collectivité », d'une part,

Et

Eco-mobilier,

agréé par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités locales en date du 26 décembre 2012,

représenté par Dominique Mignon, Directrice générale.

Adresse : **50 avenue Daumesnil**

Code postal : **75012**

N° SIRET **538 495 870 00023**

Ville :

Paris

Désigné ci-après « Eco-mobilier », d'autre part.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.541-10-6 du Code de l'environnement,

Vu le décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'ameublement,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Le principe de la responsabilité élargie des producteurs vise à mobiliser les fabricants, revendeurs et distributeurs dans la politique modernisée de gestion des déchets, déployée notamment par les collectivités territoriales compétentes, en responsabilisant ces entreprises de deux manières : en leur confiant la gestion opérationnelle des déchets issus des produits qu'ils mettent sur le marché et leur transférant le financement.

Eco-mobilier est un éco-organisme, créé à l'initiative des fabricants et distributeurs de mobilier, pour répondre collectivement à la réglementation née du décret du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement.

En adhérant à Eco-mobilier, les entreprises transfèrent leurs obligations à l'éco-organisme, en appliquant une éco-participation sur chaque élément d'ameublement concerné par le décret.

Dans un contexte présentant une très forte disparité entre les territoires quant aux modes de traitement actuels des déchets d'ameublement et aux débouchés sur les principaux matériaux qui composent le mobilier domestique, le double objectif fixé par le décret à Eco-mobilier est ambitieux :

- détourner les déchets de mobilier de la décharge en augmentant la part de déchets orientés vers la réutilisation, le recyclage et la valorisation,
- atteindre l'objectif de 45 % de recyclage / réutilisation à l'horizon 2015 et de 80 % de valorisation des DEA au terme de l'agrément.

Pour répondre à ces objectifs, Eco-mobilier propose donc, aux collectivités territoriales compétentes en matière de gestion des déchets ménagers, de signer le présent Contrat territorial de collecte du mobilier pour la mise en œuvre d'une collecte séparée en vue du tri et de la valorisation des DEA, afin de développer – dans des proportions très supérieures à ce qui existe aujourd'hui – la valorisation et le recyclage de ces déchets.

Pour prendre en compte les spécificités des collectivités et des territoires, ce contrat prévoit, en plus de la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément et le versement des soutiens pour ces tonnages, le versement de soutiens financiers pour les tonnages collectés en mélange, uniquement dans les cas où la collectivité ne peut pas mettre en place de manière systématique la collecte séparée des DEA sur la totalité de son territoire, et les soutiens pour la communication.

Article 1 : OBJET DU CONTRAT :

Le présent Contrat territorial de collecte du mobilier a pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre Eco-mobilier et la Collectivité qui développe un programme de collecte séparée des déchets d'éléments d'ameublement (DEA).

Le présent contrat représente l'unique lien contractuel entre Eco-mobilier et la Collectivité pour la mise en œuvre des obligations qui pèsent sur les metteurs en marché dans le cadre du décret du 6 janvier 2012, relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement.

L'ensemble des annexes référencées dans le présent contrat renvoie à des procédures intégrées à l'extranet d'Eco-mobilier, permettant la contractualisation, les déclarations de tonnages et le suivi des processus opérationnels. La Collectivité signataire accepte expressément l'ensemble de ces procédures par la signature du présent contrat.

Article 2 : ENGAGEMENTS D'ECO-MOBILIER VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

Eco-mobilier s'engage à prendre en charge la gestion opérationnelle des DEA mis à disposition par la collectivité territoriale, dans le cadre d'une collecte séparée des DEA sur les points de collecte de la collectivité. La liste des points de collecte déclarés par la Collectivité fait partie intégrante du contrat et figure en annexe « Périmètre du contrat ».

Le démarrage de l'intervention opérationnelle d'Eco-mobilier est appelé basculement opérationnel. Ce dernier est activé dès que la collectivité organise une collecte séparée des déchets d'éléments d'ameublement, dans des modalités et dans des délais spécifiés à l'article 2.1.4 et conformément à l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre ».

Lorsqu'une partie du territoire de la Collectivité n'est pas desservie par une collecte séparée des DEA, Eco-mobilier s'engage à soutenir financièrement les tonnages de DEA provenant des collectes non séparées de ce territoire dans les conditions indiquées à l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre ».

Article 2.1 : Mise en place de la collecte séparée dans les déchèteries fixes:

Dans le cadre de la collecte séparée, Eco-mobilier assure les obligations suivantes :

- mettre à disposition des contenants de collecte,
- organiser l'enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- calculer et verser les soutiens financiers à la collectivité,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la collectivité,
- fournir à la collectivité les données statistiques concernant les modalités de traitement des DEA collectés séparément.

Article 2.1.1 – Collecte, enlèvement et traitement des DEA collectés séparément :

Dans le cadre de la collecte séparée des DEA, Eco-mobilier organise le service de la façon suivante :

- mise à disposition des contenants adaptés à cette collecte en nombre suffisant et en bon état d'usage pour équiper les points de collecte et enlèvement, conformément à l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre »,
- enlèvement des DEA conformément à l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre »,
- remise par le prestataire d'Eco-mobilier à la Collectivité d'un bordereau d'enlèvement pour tout enlèvement,
- accès aux éléments d'information concernant la destination, le traitement et l'exutoire final des DEA enlevés, au travers de l'extranet.

Pour compléter le réseau des points de collecte, Eco-mobilier et la collectivité étudieront, au cours du premier agrément, les modalités de déploiement de collectes mobiles en fonction des spécificités et des besoins du territoire.

Eco-mobilier, en liaison avec la collectivité, enregistre le suivi des événements sur les points de collecte et d'enlèvement : évolutions des caractéristiques des points, ouverture d'un nouveau point, fermeture d'un point ou toute autre information utile qui lui sont communiquées par la Collectivité, via l'extranet. Ces modifications prennent effet dès la validation par Eco-mobilier de l'information et sont réputées faire partie de la présente convention.

Article 2.1.2 – Soutiens financiers :

La Collectivité signataire bénéficie des soutiens financiers d'Eco-mobilier suivant deux modalités de barème (cf. annexe « Barèmes ») :

- Un soutien pour la collecte,
- Un soutien à la communication, en fonction de la population de la Collectivité.

En l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

Article 2.1.3 – Communication :

Eco-mobilier s'engage aux côtés de la Collectivité pour assurer les opérations de communication nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de la collecte séparée des DEA :

- Conception de la signalétique en liaison avec l'Ademe et mise à disposition de modèles,
- Conception et mise à disposition de kits pour la communication de proximité, à destination des citoyens,
- Conception et mise à disposition de kits de formation des personnels des points de collecte,
- Participation aux opérations de communication de la collectivité, sur la base de justificatifs, conformément à l'annexe « Justificatifs et rapports », dans le cadre du barème de soutien à la communication.

Eco-mobilier favorise l'échange de bonnes pratiques et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité est associée à des réunions de travail et de restitution, proposées par Eco-mobilier.

Article 2.1.4 – Rapport et justificatifs :

Eco-mobilier établit, chaque mois et chaque semestre, une synthèse des tonnages collectés séparément et enlevés par Eco-mobilier et la transmet à la Collectivité pour validation, conformément à l'annexe « Justificatifs et rapports ».

Eco-mobilier dresse annuellement un état récapitulatif de l'année civile écoulée. Cet état sert à calculer les régularisations éventuelles et vaut état liquidatif de l'année précédente. Cet état comprend également, pour information de la Collectivité, un rapport d'activités et un récapitulatif de l'état des tonnages enlevés et traités et des soutiens versés à la Collectivité et à ses adhérents, le cas échéant.

Article 2.1.5 – Calendrier et échéance :

Le premier basculement opérationnel de la Collectivité est organisé au plus tôt un mois après la prise d'effet du présent contrat, au début du trimestre civil suivant.

Une fois le basculement opérationnel réalisé, le soutien financier à la collecte est versé semestriellement par Eco-mobilier à la Collectivité. Pour ce faire, Eco-mobilier transmet les éléments à valider à la Collectivité, au plus tard 45 jours après la fin du semestre pour la période écoulée. La Collectivité les valide dans le mois suivant la réception, pour une mise en paiement par Eco-mobilier, sur la base des titres de recettes édités par la Collectivité.

Article 2.2 : Période de montée en charge de la collecte séparée des DEA :

Eco-mobilier met en place l'enlèvement des tonnages issus de la collecte séparée décrite dans les articles 2.1.1 à 2.1.4 suivant des modalités de basculement opérationnel, précisées dans l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre ».

Eco-mobilier propose à la Collectivité, une assistance technique et une majoration du soutien financier pour lui permettre la mise en place de la collecte séparée.

Article 2.2.1 – Modalités d'assistance et de soutien :

Eco-mobilier accompagne la montée en puissance de la collectivité pour permettre la mise en place de la collecte séparée des DEA de deux façons complémentaires :

- Un soutien technique, au travers du suivi dans l'extranet des points de collecte concernés,
- Un soutien financier, dans le cadre d'un barème majoré d'un tiers et d'une aide forfaitaire complémentaire, pour faciliter la mise en place de la collecte séparée.

Le détail du soutien financier est présenté en annexe du présent contrat. Ce soutien s'applique pour chaque point de collecte, au moment du basculement opérationnel, pendant la période définie à l'article 2.2.3.

Article 2.2.2 – Justificatifs des tonnages :

La collectivité déclare via l'extranet les tonnages et les exutoires à Eco-mobilier, pour chaque point de collecte non séparée. Elle transmet les justificatifs de ces tonnages via l'extranet, conformément à l'annexe « Justificatifs et rapports ».

Article 2.2.3 – Calendrier :

La période dite « de montée en charge » débute à la date de prise d'effet du présent contrat et dure trente-six (36) mois à compter de cette date.

Pour les tonnages concernés, la Collectivité établit une déclaration à chaque fin de semestre civil, en vue du calcul du soutien financier. Pour ce faire, une période de déclaration est ouverte pendant 45 jours au terme du semestre civil. Au terme de cette période, Eco-mobilier dispose de 45 jours pour valider la déclaration de la collectivité ou procéder à des demandes complémentaires. Une fois validée, la déclaration de la collectivité permet l'émission du titre de recette en vue du versement du soutien par Eco-mobilier.

Article 2.3 : Prise en compte des collectes non séparées de DEA, dans le cadre de déchèteries ou de collectes en porte à porte

Les collectes non séparées de DEA concernent deux types de dispositifs :

- Les déchèteries publiques fixes ou non, qui ne permettent pas la collecte séparative des DEA pour les raisons techniques telles que définies en annexe,
- Les collectes d'encombrants non sélectives réalisées en porte à porte.

Dans ces cas, Eco-mobilier met en place un soutien financier afin de contribuer au financement de la collecte et du traitement des DEA ainsi collectés.

Article 2.3.1 – Evaluation des DEA collectés en mélange :

Pour les DEA collectés séparément, les quantités correspondantes entrent directement dans l'assiette des soutiens financiers à la Collectivité. La Collectivité déclare et justifie ces quantités de DEA, via un extranet dédié, conformément à l'annexe « Justificatifs et rapports ».

Pour chaque point de collecte par apport volontaire procédant à une collecte non séparée de DEA et pour les collectes de DEA avec les encombrants en porte à porte, il est déterminé un « tonnage équivalent DEA » pour ce point de collecte ou cette collecte en porte-à-porte, dont il est fait la somme pour déterminer le « tonnage équivalent DEA » de la Collectivité. Ce « tonnage équivalent DEA » pour l'ensemble des points de collecte et/ou pour la collecte en porte-porte de DEA collectés en mélange constitue l'assiette pour le calcul des soutiens financiers à la Collectivité.

Le « tonnage équivalent DEA » est une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une collecte non séparée de déchets. Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités d'un flux de déchets collectés en mélange et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de déchets d'éléments d'ameublement, qui sert à estimer la part de DEA dans ce flux de déchets en mélange.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de déchets d'éléments d'ameublement est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisation de flux de déchets collectés en mélange contenant des DEA, réalisée sur deux années. Cette campagne de caractérisation est réalisée à partir d'un échantillon de bennes de collecte en déchèterie et en porte-à-porte auprès de collectivités territoriales volontaires. Les points de collecte servant à une campagne de caractérisation sont sélectionnés de manière à prendre en compte les configurations (schémas) de collecte en mélange des déchets d'éléments d'ameublement, les types de territoires, et les catégories de détenteurs pouvant utiliser les services de collecte (ménages et/ou professionnels), en combinant si possible ces différents critères de sélection, de manière à disposer de taux de présence moyens conventionnels pertinents quelles que soient les modalités de collecte de la Collectivité. Les différentes campagnes de caractérisation sont réalisées dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Elles sont diligentées par Eco-mobilier.

Les taux de présence moyens conventionnels de déchets d'éléments d'ameublement applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation la plus récente. Après chaque campagne, la collectivité est informée par mail par Eco-mobilier des nouveaux taux de présence moyens conventionnels. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant au semestre suivant, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début du semestre concerné.

Article 2.3.2 – Soutien financier :

En conformité avec la hiérarchie des modes de gestion des déchets, le barème de soutien est dégressif pour les modalités suivantes de traitement de ces déchets :

- Le recyclage,
- La valorisation, en fonction du type de valorisation et de la performance de l'installation,
- L'élimination par incinération sans production d'énergie ou par stockage, dont le soutien est plafonné par le décret du 6 janvier 2012.

Ce barème prévoit un soutien pour les opérations de collecte et de traitement (annexe « Barèmes ») composé de :

- Un forfait par point de collecte,
- Une part variable en fonction des modalités de traitement et d'élimination des déchets.

Le soutien à la communication est explicité à l'article 2.1.3.

Article 2.3.3 – Calendrier :

Le soutien financier est calculé et versé à la collectivité par période semestrielle.

Pour les tonnages concernés, la Collectivité établit une déclaration à chaque fin de semestre civil, en vue du calcul du soutien financier. Pour ce faire, une période de déclaration et de fourniture des justificatifs est ouverte pendant 45 jours au terme du semestre civil. Au terme de cette période, Eco-mobilier dispose de 45 jours pour valider la déclaration de la collectivité ou procéder à des demandes complémentaires. Une fois validés, la déclaration et les justificatifs de la collectivité permettent l'émission du titre de recette en vue du versement du soutien par Eco-mobilier.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS D'ECO-MOBILIER

Pour l'application du présent contrat, la Collectivité s'engage en son nom propre et pour le compte des communes et de leurs groupements, dont la liste figure en annexe « Périmètre du contrat », en vertu des délibérations de leurs conseils respectifs, relatives à la mise en place de la collecte séparée des DEA.

A la signature du présent contrat, la Collectivité informe, le cas échéant, de la mise en œuvre de la collecte séparée sur ses points de collecte, le syndicat compétent auquel elle est elle-même adhérente. Une information concernant cet engagement est adressée à l'ensemble des collectivités concernées figurant en annexe « Périmètre du contrat » par Eco-mobilier.

La Collectivité identifie, à la signature du présent contrat, et met à jour les contacts opérationnels permanents avec lesquels Eco-mobilier sera amené à travailler.

Elle informe Eco-mobilier, via l'extranet, des modifications susceptibles de concerner le programme de collecte séparée des DEA, notamment les évolutions concernant :

- la définition des compétences et leur répartition entre les collectivités membres de la Collectivité,
- le périmètre de la Collectivité (retrait ou adhésion d'une ou plusieurs collectivités),
- l'évolution annuelle de la population (pour la prise en compte des soutiens à la communication).

Ces évolutions structurelles sont prises en compte à la date de prise d'effet de la modification.

La Collectivité autorise la constitution par Eco-mobilier et ses prestataires d'une banque d'images de ses points de collecte ayant mis en œuvre la collecte séparée des DEA.

Article 3.1 – Mise en place de la collecte séparée dans les déchèteries fixes ou mobiles :

La collectivité et Eco-mobilier étudient conjointement les moyens à mettre en place pour la collecte séparée des DEA et préparent ensemble la liste des points de collecte et un calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la collecte séparée (cf. annexe « Périmètre du contrat »).

La Collectivité s'engage à réserver les contenants mis à sa disposition par Eco-mobilier à la collecte séparée des DEA. Elle veille au respect de l'état général des contenants et s'assure que ses agents et ses prestataires en font un usage conforme à leur destination et à une utilisation normale. Elle veille à maintenir les DEA dans l'état où ils lui ont été confiés. En particulier, elle interdit les prélèvements sur les points de collecte, sauf ceux effectués dans le cadre de conventions d'accès au gisement en vue de la réutilisation ou du réemploi des DEA, prévues dans le présent contrat. Elle fournit à Eco-mobilier les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'enlèvement, conformément à l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre ».

Elle procède à des opérations de communication à destination des usagers, pour diffuser l'information sur cette nouvelle filière. Eco-mobilier accompagne ces actions de sensibilisation et de communication, au travers du soutien à la communication.

Elle prend les mesures d'ordre public nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnes (usagers, prestataires par exemple) sur les points de collecte, en conformité avec la réglementation applicable. Elle décide également des moyens matériels adaptés afin de réduire les vols, dans la limite des contraintes économiques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe l'éco-organisme et entame les procédures nécessaires (dépôt de plainte).

La Collectivité et Eco-mobilier s'informent réciproquement des incidents concernant la collecte, la mise à disposition et l'enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture du point de collecte lors de l'enlèvement, retard du prestataire chargé de l'enlèvement, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des contenants par exemple), suivant la procédure définie en annexe « Information et suivi opérationnel ». Les deux parties examinent ensemble les moyens nécessaires pour remédier à la situation.

Enfin, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels, s'engage à accepter gratuitement les dépôts par les professionnels qui ont signé un contrat de collecte avec Eco-mobilier, de DEA ménagers ou assimilés (sous réserve du respect du règlement intérieur de la déchèterie ou des conditions techniques de la collectivité). Ces entreprises disposent d'une carte d'accès nominative, renouvelable chaque année, délivrée par Eco-mobilier, sous réserve de l'accord de la Collectivité. Eco-mobilier transmet annuellement la liste des professionnels détenteurs de cette carte à la Collectivité.

Dans le cadre du déploiement de points de collecte de proximité propres à Eco-mobilier, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement de ces points de collecte et à accompagner Eco-mobilier dans leur mise en place.

Article 3.2 – Période de montée en charge de la collecte séparée des DEA et prise en compte des collectes non séparées de DEA, dans le cadre de déchèteries ou de collectes en porte à porte

La Collectivité déclare les tonnages de DEA collectés non séparément dans l'extranet, à chaque fin de semestre, ainsi que les exutoires de ces déchets, qu'ils s'agissent de recyclage, de valorisation énergétique, d'incinération ou de mise en décharge, à chaque fin d'année.

La Collectivité remettra également à Eco-mobilier les justificatifs des tonnages, conformément à l'annexe « Conditions techniques de mise en œuvre ». Ces justificatifs feront l'objet d'une procédure de contrôle par Eco-mobilier, conformément à l'annexe « Justificatifs et contrôles ».

Article 4 : RECOURS A DES TIERS

Chacune des parties veille à ce que les tiers, agissant pour son compte, respectent les clauses du présent contrat :

- Eco-mobilier s'assure du respect du présent contrat par ses prestataires,
- La Collectivité procède aux modifications de ses contrats de prestations, afin de faire respecter par ses prestataires le présent contrat, et notamment les modalités de contrôle définies dans les articles 3 et 9. Elle en intègre les dispositions dans la rédaction de ses nouveaux marchés relatifs à la collecte des DEA.

Chacune des parties est directement responsable vis-à-vis de l'autre partie de l'exécution des clauses du présent contrat par des tiers agissant pour son compte. Elle fait son affaire du règlement d'éventuels dysfonctionnements résultant de l'action d'un tiers agissant pour son compte.

Article 5 : RECOURS AUX ACTEURS DU REEMPLOI ET DE LA REUTILISATION

L'agrément d'Eco-mobilier prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux entreprises de l'économie sociale et solidaire pour favoriser le réemploi et la réutilisation.

Dans cet objectif, des dispositions sont prises, après accord entre la Collectivité et Eco-mobilier, afin de permettre le prélèvement, avant mise en benne, des éléments d'ameublement en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par un acteur de l'économie sociale et solidaire sur l'emprise d'un point de collecte de la Collectivité.

La Collectivité fournit à Eco-mobilier, la liste des points de collecte sur lesquels elle souhaite autoriser un tel prélèvement. Les quantités prélevées font l'objet d'un enregistrement et d'une transmission à Eco-mobilier par la collectivité et le partenaire de l'économie sociale et solidaire. Les DEA ainsi enlevés par Eco-mobilier font l'objet d'un soutien financier au partenaire selon des conditions définies entre ce partenaire et Eco-mobilier. Les dons des particuliers, faits directement aux organisations de l'économie sociale et solidaire hors des points de collecte mentionnés, ne sont pas concernés par cet article et ne sont pas comptabilisés dans le tonnage ouvrant droit à compensation.

Article 6 : REGIME DES RESPONSABILITES

Avant la mise en œuvre opérationnelle de la collecte séparée des DEA par Eco-mobilier, le régime de responsabilités concernant la propriété des déchets ne change pas par rapport à la situation préexistante.

Lors du basculement opérationnel, les DEA collectés séparément sont placés sous la responsabilité de la Collectivité lorsqu'ils sont situés sur les points de collecte. A l'enlèvement par Eco-mobilier (ou par son prestataire), ils sont sous la responsabilité d'Eco-mobilier, qui s'assure de leur transport, de leur traitement et de leur élimination. Le transfert de responsabilité et de propriété a lieu lors du chargement du véhicule effectuant l'enlèvement des DEA sur le point de collecte, à la signature du bordereau d'enlèvement par la Collectivité. Les contenants mis à disposition de la Collectivité restent détenus par Eco-mobilier. La Collectivité en assure la garde durant la présence du contenant sur le point de collecte.

Article 7 : OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et Eco-mobilier prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543 – 248 du Code de l'environnement, pour informer les utilisateurs sur l'importance de ne pas se débarrasser des DEA avec les déchets municipaux non triés et des systèmes de collecte mis à leur disposition. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi, la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

Article 8 : CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les données et informations de la Collectivité transmises à Eco-mobilier par la Collectivité pour l'application du présent contrat sont confidentielles. La Collectivité est libre de l'exploitation et de la publication de ces données et informations. Eco-mobilier peut utiliser ces données pour ses propres traitements statistiques et s'engage à limiter leur diffusion externe sous forme agrégée. La Collectivité autorise également l'exploitation de ces données et la transmission de façon agrégée dans le cadre des obligations réglementaires d'Eco-mobilier, vis-à-vis de l'Ademe.

Article 9 : CONTROLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des éléments qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser Eco-mobilier de tout élément ayant une incidence sur l'exécution du présent contrat. Elle accepte qu'Eco-mobilier effectue ou mandate des bureaux d'études pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place, sur ses sites ou ceux de ses prestataires, permettant de vérifier la véracité des déclarations et informations fournies par elle ou pour son compte dans le cadre du présent contrat.

A l'occasion de ces contrôles, la collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures...) lié à l'ensemble des opérations concernées par la présente convention, à Eco-mobilier ou aux prestataires mandatés à cet effet, au plus tard dans le mois qui suit sa demande, Eco-mobilier informera la collectivité et/ou son prestataire de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation.

Suite aux contrôles effectués chez les prestataires de la collectivité, Eco-mobilier s'engage à transmettre un bilan du contrôle effectué, à charge pour la collectivité de prendre les mesures correctives le cas échéant. En cas de manquements aux obligations contractuelles qui auront été relevées dans le cadre des contrôles, les soutiens seront suspendus jusqu'à ce que les deux parties actent le règlement des dysfonctionnements.

Article 10 : MODIFICATION DU CONTRAT

Le présent contrat sera modifié automatiquement :

- en cas de modification de l'arrêté d'agrément d'Eco-mobilier,
- en cas de modification du Contrat-type validée par les représentants des collectivités territoriales et par Eco-mobilier.

La Collectivité sera informée de ces modifications par courrier un mois avant leur date de prise d'effet. Le contrat d'origine et ses annexes et tous les avenants successifs sont transmis en deux exemplaires à la Collectivité.

Article 11 : PRISE D'EFFET, DUREE ET VALIDITE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date de signature jusqu'au terme de l'agrément, objet de l'arrêté ministériel, mentionné en préambule, La prise d'effet

du contrat est conditionnée à la transmission par la collectivité de l'ensemble des annexes complété et validé dans l'extranet d'Eco-mobilier.

Les soutiens financiers sont calculés à partir de la prise d'effet du présent contrat, conformément à l'annexe « Barèmes ».

Le présent contrat prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait ou de non renouvellement de l'agrément d'Eco-mobilier par les Pouvoirs publics.

Article 12 : RESILIATION DU CONTRAT

En cas de manquement grave de l'une des parties à ses engagements contractuels, le présent contrat peut être résilié à l'expiration d'un délai de six mois après envoi à l'autre partie d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis de six mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. Dans ce cas, elle restituera à Eco-mobilier, ou à ses prestataires, les contenants fournis.

Article 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels, qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable, sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social d'Eco-mobilier.

Fait à le.....

Pour la Collectivité

Pour Eco-mobilier
La Directrice générale
Dominique Mignon

« Lu et approuvé » et signature

« Lu et approuvé » et signature

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°64-18

Objet : Avenant n°1 à la convention Eco DDS/ CoVe

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°64-18
Objet : Avenant n°1 à la convention Eco DDS/ CoVe

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,

Vu la délibération 119-14 du 2 juin 2014, afférent à la convention type avec Eco DDS permettant à la CoVe de bénéficier de soutiens financiers pour la collecte de ses déchets diffus spécifiques en déchetteries,

Vu la revalorisation des soutiens financiers proposée par Eco DDS pour la collecte séparée des DDS par voie d'avenant,

Considérant que les soutiens financiers délivrés par cet éco organisme sont indispensables à l'amélioration de la collecte des déchets diffus spécifiques,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 27 mars 2018,

Entendu le rapport du Vice-président en charge de la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le président à signer l'avenant au contrat type liant la CoVe et Eco DDS, annexé à la présente délibération.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 7478 fonction 81231,

Transmis en Préfecture le : 1 3 AVR 2018

Publication par affichage le : 1 3 AVR 2018

Exécutoire le : 1 3 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

**AVENANT n°1 A LA CONVENTION TYPE ENTRE L'ECO-ORGANISME DE LA FILIERE DES DECHETS
DIFFUS SPECIFIQUES MENAGERS ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

ENTRE

EcoDDS, société par actions simplifiée au capital de 70 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 751 139 940, dont le siège se situe au 117, avenue Victor Hugo, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, représentée par son Directeur Général,

Ci-après dénommée « EcoDDS »,

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération Ventoux Gontal Venaissin

Représenté(e) par Francis ADOLPHÉ, Président

Agissant en application de la délibération du 9 avril 2018

Ci-après dénommée la COLLECTIVITE,

D'AUTRE PART,



Préambule

EcoDDS est un éco-organisme opérationnel de la filière à responsabilité élargie des producteurs de l'article des Déchets Diffus Spécifiques ménagers (DDS ménagers), agréé au titre de l'article R 543-234 du code de l'environnement une première fois par arrêté interministériel du 9 avril 2013 pour la période 20 avril 2013 au 31 décembre 2017, puis par arrêté du 22 décembre 2017 pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Le cahier des charges d'agrément des éco-organismes agréés au titre de l'article R 543-234 du code de l'environnement dispose que les éco-organismes concluent un contrat-type avec les collectivités territoriales compétentes en matière de collecte séparée des déchets diffus spécifiques ménagers qui en font la demande et qui s'engagent à respecter ce contrat. Une convention-type à durée indéterminée a ainsi été proposée par EcoDDS lors de la période d'agrément antérieure au 31 décembre 2017.

A l'initiative de l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité d'une part et d'EcoDDS d'autre part, un avenant à la convention-type en vigueur a été élaboré, en vue de revaloriser le barème de soutiens financiers, dit barème aval. Cet avenant a été soumis à la concertation avec des représentants des collectivités territoriales, puis communiqué aux ministères délivrant l'agrément.

Considérant que le cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 15 juin 2012 dispose que les éco-organismes agréés s'assurent de la simplicité des modalités administratives de gestion du contrat avec les collectivités territoriales ; qu'il convient donc en particulier de simplifier le calcul des soutiens versés par EcoDDS.

Considérant que, selon l'article 4.3 de la convention-type, les soutiens dus au titre de l'année N (DDS collectés en année N) sont payés en année N+1 ; que, malgré les circonstances ayant conduit à la délivrance tardive de son agrément à EcoDDS, et afin de faire bénéficier les collectivités territoriales d'un barème aval plus favorable, les parties conviennent d'une application rétroactive du nouveau barème aval aux DDS ménagers collectés à partir du 1^{er} janvier 2018, dès lors que l'avenant est régularisé par les collectivités territoriales avant le 30 juin 2018 inclus.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Modifications de la convention-type

1.1.- La phrase suivante de l'annexe 3 :

« 2. Structure du barème de soutien EcoDDS à partir de 2014 et jusqu'à la fin de l'agrément »

est remplacée par :

« ANNEXE 3-2 - Structure du barème de soutien EcoDDS à partir de 2014 et jusqu'à fin 2017 (soutiens sur les DDS ménagers collectés en 2017, versés en 2018) »

1.2. Il est ajouté à la fin de l'annexe 3 de la convention-type les dispositions suivantes :

« ANNEXE 3-3 – soutiens applicables au titre de la collecte effectuée à partir du 1^{er} janvier 2018

Les soutiens à la collecte séparée des DDS collectés à partir du 1^{er} janvier 2018 sont fixés comme suit :

1.- Soutien financier à la collecte séparée des déchets diffus spécifiques ménagers (payé à partir de 2019)

1.1.- Le soutien financier correspondant à la part dite fixe des coûts de collecte (article A.1.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 juin 2012) est fixé forfaitairement à 686 € par déchetterie et par année complète d'exploitation. Il est payé à partir de 2019.

1.2.- Le soutien financier à la collecte séparée correspondant à la part dite variable des coûts de collecte (article A.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 juin 2012) est fonction, par souci de simplification des calculs des soutiens financiers, de quatre tranches :

Quantité de DDS ménagers collectés par année civile	Soutien unitaire par déchetterie (payé à partir de 2019)
Quantité strictement supérieure à 48 tonnes	2.727 €
Quantité strictement supérieure à 24 tonnes et inférieure ou égale à 48 tonnes	1.209 €
Quantité strictement supérieure à 12 tonnes et inférieure ou égale à 24 tonnes	648 €
Quantité strictement inférieure à 12 tonnes	237 €

2.- Soutien à la formation du personnel chargé de la collecte

Le soutien à la formation (article B de l'annexe I) consiste en une formation à la collecte séparée des DDS ménagers organisée par EcoDDS, sauf difficulté à organiser la formation du fait de la COLLECTIVITE. Ce soutien est payé exclusivement en nature par réalisation des formations à partir de 2018.

3.- Soutien à l'information et à la communication locales (payé à partir de 2019).

Le soutien à l'information et à la communication locales (article C de l'annexe I) pour une année civile complète d'exécution de la convention-type est de 0.03 € par habitant relevant de la COLLECTIVITE, la population de la COLLECTIVITE étant celle issue des dernières statistiques officielles disponibles de l'INSEE au 1^{er} janvier de l'année de collecte.

4.- Sans préjudice des coûts des équipements de protection individuels déjà inclus dans les soutiens précédents, EcoDDS fournit à la COLLECTIVITE, sauf si elle s'y oppose, des kits d'équipements de protection individuelle pour les agents de déchetterie, constitués d'un « gilet de sécurité » (parfois appelé « gilet jaune ») et d'une paire de gants pour produits chimiques, de liquide rince œil et de lunettes de protection. Le nom d'EcoDDS pourra être apposé sur ces équipements, dans le but de sensibiliser le public à la collecte sélective des DDS ménagers. Pour cette raison, les kits fournis par EcoDDS constituent uniquement une dotation complémentaire en équipements de protection individuelle, fournie par EcoDDS une fois par an dans les quantités suivantes :

Quantité de DDS ménagers collectés	Nombre de kits par déchetterie
Quantité strictement supérieure à 48 tonnes	4
Quantité strictement supérieure à 24 tonnes et inférieure ou égale à 48 tonnes	3
Quantité strictement supérieure à 12 tonnes et inférieure ou égale à 24 tonnes	2
Quantité strictement inférieure à 12 tonnes	1



Cette dotation annuelle n'exonère pas l'employeur des agents de déchetterie de fournir à tout moment à l'ensemble des agents les équipements de protection individuelle adéquats. L'opposition de la COLLECTIVITE à cette dotation en nature n'ouvre pas droit à compensation financière. Ce soutien est payé en nature par remise des kits à partir du deuxième semestre de chaque année (et du second semestre 2018), à l'une des dates de livraison fixées par EcoDDS avec son fournisseur.

Article 2 : Conclusion et entrée en vigueur

2.1.- Pour les conventions-type conclues avant le 1^{er} janvier 2018

Le consentement des parties résulte d'une part de l'offre d'EcoDDS de conclure un avenant avec la COLLECTIVITE, matérialisée par la transmission à la COLLECTIVITE de deux exemplaires de l'avenant, et de la réception par EcoDDS d'un exemplaire de l'avenant signé par la COLLECTIVITE sans réserve ni modification.

L'offre d'EcoDDS expire le 1^{er} juillet 2018, de sorte que l'exemplaire de l'avenant signé par la COLLECTIVITE doit être impérativement réceptionné par EcoDDS avant le 30 juin 2018 inclus, pour que l'avenant puisse être valablement conclu. La date de conclusion de l'avenant est alors la date de réception par EcoDDS de l'exemplaire du présent avenant signé par la COLLECTIVITE.

L'avenant entre alors en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2018.

Il est expressément précisé que les dispositions intitulées « ANNEXE 3 – soutiens applicables au titre de la collecte effectuée à partir du 1^{er} janvier 2018 » s'appliquent aux DDS ménagers collectés à partir du 1^{er} janvier 2018.

2.2.- Pour les conventions-type conclues après le 1^{er} janvier 2018

L'avenant entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la convention-type.

Article 3 : Disposition finale

Les autres dispositions de la convention-type sont inchangées.

Fait en deux exemplaires,

Pour EcoDDS,

Pour la COLLECTIVITE,

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°65-18

Objet : Renouvellement du conventionnement avec l'éco-organisme ADIVALOR pour la reprise des films agricoles usagés

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°65-18

Objet : Renouvellement du conventionnement avec l'éco-organisme ADIVALOR pour la reprise des films agricoles usagés

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,

Vu la délibération 24-16 du 8 février 2016 validant le partenariat avec l'éco-organisme ADIVALOR pour la valorisation des plastiques agricoles et dont le terme est fixé au 31 mars 2018,

Considérant les recettes financières allouées par cet Éco organisme et la valorisation des plastiques agricoles pour un développement durable de notre territoire,

Vu le projet de renouvellement de ce conventionnement pour la période allant du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets en date du 27 mars 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué à la Gestion des Déchets,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à signer la convention avec l'éco organisme ADIVALOR pour 2018/2019.

Article 2 : DE PRECISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 7478, fonction 81240.

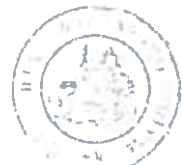
Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

**CONVENTION d'adhésion aux Programmes Spéciaux A.D.I.VALOR
pour la récupération des déchets agricoles - CAMPAGNE AGRICOLE 2018-2019**

ENTRE : la société A.D.I.VALOR, SAS au capital de 39.000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro B 438 368 409, dont le siège social est 68, cours Albert THOMAS – 69371 LYON Cedex 08.

Représentée aux fins des présentes par **Monsieur Stéphane GUESNEY**, Responsable Collecte et Valorisation.

De première part, ci-après dénommée « **A.D.I.VALOR** »

ET : l'opérateur de collecte COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION VENTOUX-COMTAT VENAISIN - COVE dont les coordonnées complètes, le représentant et les affiliés sont indiqués au chapitre 1, page 2.

De seconde part, ci-après dénommée : « **Le Distributeur** »

Ci-après dénommés ensemble : « **Les Parties** ».

1 – La présente Convention s'appuie sur les Conditions Générales Cadres, les Conditions Particulières pour la mise en œuvre des Programmes Spéciaux de Récupération des déchets agricoles, ainsi que les guides pratiques et autres documents cités dans les Conditions Particulières. Tous ces documents sont disponibles sur le site Extranet, rubrique :

>organiser >adhérer >Documents contractuels
(Accès avec codes personnels)

Cette convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties, pour recevoir exécution pendant la campagne agricole **2018-2019**, soit à partir du **1^{er} avril 2018** et jusqu'au **31 mars 2019**.

Elle n'est pas tacitement reconductible à son échéance.

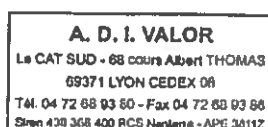
2 – En validant et signant cette Convention, l'opérateur de la collecte s'engage à :

- **prendre connaissance des Conditions Générales Cadres du Programme Général de Récupération,**
- **prendre connaissance des Conditions Particulières des Programmes Spéciaux,**
- **prendre connaissance des autres documents cités dans les Conditions Particulières,**
- **sélectionner le(s) Programme(s) Spécial (aux) qu'il souhaite activer, page 2,**
- **renseigner intégralement les tableaux déclaratifs des quantités mises en marché en 2017-2018, et renseigner le % de produits mis en marché contributeurs, page 3,**
- **actualiser la liste des sites de collecte et des départements d'intervention et indiquer les activités retenues pour chacun.**

3 – Loi applicable et compétence :

La Convention d'Adhésion est soumise à la loi française. Tout litige auquel l'interprétation ou l'exécution de la Convention d'adhésion pourrait donner lieu, sera de la compétence du Tribunal de Commerce de Lyon.

Les Parties s'engagent toutefois à conduire entre elles, de bonne foi, une phase préalable de négociation avant tout contentieux, d'une durée maximale de 30 (trente) jours à compter de la notification du grief par lettre recommandée avec accusé de réception.



EURS, INDUSTRIELS POUR LA VALORISATION DES DÉCHETS AGRICOLES
Siège Administratif : Le Cat Sud 68 cours Albert Thomas – 69371 LYON Cedex 08

1 – OPÉRATEUR DE COLLECTE ET AFFILIÉS

L'opérateur de collecte COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION VENTOUX-COMTAT VENAISSIN - COVE est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de CARPENTRAS sous le numéro 248 400 053 ;
dont le siège social est 1171 Avenue du Mont Ventoux BP 85 84200 CARPENTRAS .

Il est représenté aux fins des présentes par M. Francis ADOLPHE, et agissant en son nom, pour son compte et au nom et pour le compte de ses membres, affiliés ou adhérents, ci-après désignés, dont il se porte fort :

Pas d'affilié

2 – Programmes Spéciaux de Collecte sélectionnés

EVPP	EVPHEL	EVPF	EVS	PPNU	EPIU	FAU	FIFU
Bidons, fûts Boîtes et sacs	Bidons, fûts	Big bags, sacs plastique	Big bags, sacs papiers	Phyto non utilisables	Equipement de protection	Films	Ficelles et filets
NON	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	NON
Je reconnais avoir pris connaissance des Conditions Générales Cadres et des Conditions Particulières pour la mise en œuvre des Programmes Spéciaux de Récupération choisis.							OUI

Fait à Lyon, pour la campagne 2018-2019,

Pour A.D.I.VALOR	Pour COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION VENTOUX-COMTAT VENAISSIN - COVE
Monsieur Stéphane GUESNEY	M. Francis ADOLPHE
Responsable Collecte et Valorisation	
	Date de validation : Mercredi 7 mars 2018

3 – DÉCLARATION DES QUANTITÉS DE PRODUITS MIS EN MARCHÉ POUR LA CAMPAGNE 2017-2018

Produits Phyto (PP)		2016-2017	2017-2018
Adhérents / clients		Nombre	
Total Produits Phyto		Tonnes	
Contributeurs		%*	
dont	Bidons	Milliers de litres	
	Fûts Plastiques	Milliers de litres	
	Fûts Métalliques	Milliers de litres	
	Boîtes et Sacs	Tonnes	

Fertilisants et Engrais (PF)		2016-2017		2017-2018	
Adhérents / clients		Nombre			
Total Liquides		Milliers de litres			
Total Solides = Vrac + Conditionné		Tonnes	%		%*
dont	Bidons	Milliers de litres			
	Fûts Plastiques	Milliers de litres			
	Big-Bags	Tonnes			
	Sacs plastiques	Tonnes			

Semences (S)		2016-2017		2017-2018	
Adhérents / clients		Nombre			
Total		Tonnes	%		%*
dont	Big-Bags Semences	Tonnes			
	Sacs Semences	Tonnes			

Produits Hygiène Élevage Laitier (PHEL)		2016-2017	2017-2018
Adhérents / clients		Nombre	
Total Liquides		Milliers de litres	
Contributeurs		%*	
dont	Bidons ≤ 20 L	Milliers de litres	
	Fûts plastiques > 20 L et ≤ 60 L	Milliers de litres	
	Autres Formats** > 60 L	Milliers de litres	

Films Agricoles (FA) en tonnes		2016-2017	%	2017-2018	%*
Serres & tunnels	A				
Semi-forçage & solarisation	B				
Paillage-melon courgette asperge	C1				
Semi-forçage – bâches à plat (Gironde et Landes)	C2				
Ensilage	D				
Enrubannage	E1				
Hors-sols	E2				
Paillage-maraîchage	F				

PAS DE VENTE

Ficelles et Filets Agricoles (FIFA)	2016-2017			2017-2018		
	Tonnes	Nb bobines	%	Tonnes	Nb bobines	%*
Ficelles élevage plastiques						
Ficelles élevage Sisal						
Ficelles vigne						
Ficelles horticole						
Filets agricoles						

* % = part en % des tonnages de produits provenant de sociétés contributrices (Industriels) à la filière ADIVALOR.

** pour information, hors périmètre ADIVALOR.

Liste de tous les industriels contributeurs sur le site : http://www.adivalor.fr/filiere/membres_filiere.html

EPIU	2016-2017	2017-2018
Liste fournisseurs		

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENO - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°66-18

Objet : modification des conditions du tarif d'occupation des toitures de la CoVe par une couverture photovoltaïque

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°66-18

Objet : modification des conditions du tarif d'occupation des toitures de la CoVe par une couverture photovoltaïque

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les statuts de la CoVe portant compétences en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier pour le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie,

Vu la délibération 174-17 fixant le montant du loyer d'occupation des toitures des hangars techniques de la CoVe,

Considérant les éléments financiers de l'opération de mise à disposition de la toiture des hangars techniques de la CoVe pour l'installation d'une centrale photovoltaïque,

Considérant que les conditions tarifaires du rachat de l'électricité produite ne sont connues et garanties pour l'opérateur que pendant les vingt premières années du bail,

Considérant en conséquence qu'il conviendra de réexaminer les conditions tarifaires de l'occupation du domaine public à l'aune du nouvel équilibre économique de l'opérateur lorsque celui-ci sera connu pour les dix dernières années du bail trentenaire,

Considérant qu'il convient de modifier en ce sens les conditions du tarif d'occupation voté par la délibération susvisée n°174-17,

Vu l'avis de la commission développement économique du 26 mars 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : de MODIFIER les conditions du loyer comme suite :

- 4 000€ par an pour les 20 premières années
- le montant du loyer entre la 21^{ème} et la 30^{ème} année sera redéfini en fonction des conditions tarifaires de rachat de l'électricité produite par la centrale qui seront alors en vigueur.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes afférents

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan: Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS: Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°67-18

Objet : Décision modificative N°1- Budget annexe régie du Marché Gare

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°67-18
Objet : Décision modificative N°1- Budget annexe régie du Marché Gare

Le conseil communautaire,

Vu le Budget Primitif 2018 du Budget annexe régie Marché Gare voté le 5 février 2018,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET ANNEXE REGIE MARCHE GARE 2018- Conseil de Communauté du 9 avril 2018

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011-6288-91 0 -CAH - Autres services extérieurs	5000,00			
023-023-01-SFJ Virement à la section d'investissement		5 000,00		
Total	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-165-01-SFJ - Restitution de cautions		5000,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				5 000,00
Total	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 24/04/2018

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°68-18

Objet : Modification du tarif d'occupation de la plateforme du marché-gare pour des manifestations

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°68-18

Objet : Modification du tarif d'occupation de la plateforme du marché-gare pour des manifestations

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 2122 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu l'article L 1311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux Autorisations d'Occupations Temporaires du domaine public,

Vu la délibération 117-12 du Conseil de Communauté du 26 juin 2012, autorisant la tarification des redevances applicables aux AOT (Autorisations d'Occupation Temporaire) du terrain d'accueil du Marché Horticole & Pépinières Ventoux – Provence,

Vu la délibération 60-13 du Conseil de Communauté du 25 mars 2013, autorisant que les tarifications des redevances applicables au site du Marché Gare soient assujetties à la TVA,

Vu la délibération n°197-15 du 14 décembre 2015, autorisant les tarifications des redevances applicables au site du Marché Gare de Carpentras à compter du 1^{er} janvier 2016,

Considérant qu'il convient d'ouvrir plus largement la mise à disposition de la plate-forme du marché-gare pour l'organisation de manifestations, et d'en modifier le tarif,

Considérant par ailleurs qu'il convient de rectifier la délibération n°197-45 par la suppression de la liste des charges dites récupérables, et de n'y maintenir que le principe de la refacturation à l'occupant du montant des dépenses de nature locative au titre de la réglementation et payées par le propriétaire,

Vu l'avis de la commission développement économique en date du 21 novembre 2017,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER, conformément au tableau joint en annexe, la tarification modifiée des redevances applicables au site du marché-gare de Carpentras, qui entrera en vigueur dès que la présente délibération aura été rendue exécutoire.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

ANNEXE : PROJET DE DELIBERATION

Conseil de Communauté du 9 avril 2018

Marché-Gare de Carpentras - Redevances Immobilières hors Marché horticole & pépinières Ventoux Provence

Redevance "Plateforme marché-gare" (manifestations à but lucratif)	Redevance annuelle HT en vigueur au 15/04/18	Redevance annuelle TTC en vigueur au 15/04/18 TVA 20 %	Montant NET A PAYER
Forfait pour l'occupation d'une demi-journée de la plateforme marché-gare d'une superficie d'environ 4 ha clos	1 200,00 €	1 440,00 €	-
Caution	-	-	950,00 €

Redevance "PISTE AUTO-ECOLE"	Redevance HT en vigueur au 15/04/18	Redevance TTC en vigueur au 15/04/18 TVA 20 %	Montant NET A PAYER
Forfait annuel pour l'utilisation d'une piste auto-école	5 500,00 €	6 600,00 €	-
Caution	-	-	950,00 €

Redevance "Immobilière" - Chambre froide, bureau, box, mezzanine	Redevance annuelle HT en vigueur au 15/04/18 (*)	Redevance annuelle TTC en vigueur au 15/04/18 TVA 20 %
chambre froide "halle florale" le m²	125,39 €	150,47 €
bureau non climatisé le m²	75,74 €	90,89 €
bureau climatisé le m²	113,20 €	135,85 €
box avec paroi frigo le m²	36,57 €	43,88 €
box sans paroi frigo le m²	29,61 €	35,53 €
mezzanine dans box avec paroi frigo le m²	19,16 €	22,99 €
mezzanine dans box sans paroi frigo le m²	12,19 €	14,63 €

(*) Redevances révisées en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE, étant entendu que l'indice de référence est celui du 1er trimestre de l'année. Si cet indice n'était pas publié, le taux serait appliqué à dire d'expert.

Charges annuelles récupérables sur bâtiment	
- dératisation - extincteur	<p>Une facturation au réel du montant des charges récupérables ci-contre sera effectuée par la CoVe. (Application du taux de la TVA en vigueur)</p> <p>A NOTER : d'autres charges de nature locative pourront être supportées le cas échéant par la CoVe en sa qualité de propriétaire et refacturées à l'occupant.</p>

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AJELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°69-18

Objet : Convention d'occupation précaire sur le site du marché-gare de Carpentras en faveur de l'association de préfiguration de la « Gare Numérique »

Acquitté en PREFECTURE le: 20/04/2018

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°69-18

Objet : Convention d'occupation précaire sur le site du marché-gare de Carpentras en faveur de l'association de préfiguration de la « Gare Numérique »

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 2122 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'article L 1311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux Autorisations d'Occupations Temporaires du domaine public,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Considérant le projet « la gare numérique »,

Vu les statuts de l'association de préfiguration de la gare numérique, auxquels la CoVe a adhéré, ainsi que la composition de son conseil d'administration, où la CoVe est représentée par la personne de son président en exercice,

Vu le procès-verbal d'élection de Monsieur Gilles Vève au poste de 1^{er} vice-président de la CoVe, en date du 23 avril 2014,

Considérant qu'il est opportun de conclure une convention d'occupation précaire portant sur une partie d'un bâtiment actuellement vacant du site du marché-gare de Carpentras, avec l'association précitée, afin qu'elle y développe son activité en lien avec le projet de la gare numérique ; que l'intérêt général de l'activité et le caractère transitoire de l'occupation justifient la gratuité de la convention,

Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le président ne prenant pas part à la délibération,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER l'association de préfiguration de la « gare numérique » à occuper temporairement et à titre gratuit une partie des locaux vacants de l'ex. bar restaurant du marché-gare de Carpentras.

Article 2 : D'AUTORISER le 1^{er} vice-président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 20 AVR 2018

Publication par affichage le : 20 AVR 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 20/04/2018

Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin
1171, Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX



MARCHE GARE DE CARPENTRAS

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

ENTRE

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe)

Sise 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200),

Représentée par son 1^{er} vice-président en exercice, Monsieur Gilles Vève, habilité par délibération du Conseil Communautaire n°69-18 en date du 9 avril 2018,

En qualité de propriétaire,

ET

L'association de préfiguration de la « gare numérique », représentée par Monsieur Roger Jacqmin, son Président en exercice, dont le siège social est situé à la CoVe 1.171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200),

En qualité d'occupant,

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe) est propriétaire depuis le 11 avril 2013 de l'intégralité du site du marché-gare de Carpentras, et s'est substituée à cette date par voie d'avenant aux relations conventionnelles précédemment conclues par la Ville de Carpentras avec l'ensemble des occupants du site.

La CoVe gère le site du marché-gare de Carpentras et ses occupations au titre de sa compétence en matière de développement économique.

L'association de préfiguration de la « gare numérique », est un acteur du développement économique du territoire.

Il est en conséquence convenu de mettre un local à usage de bureau et de stockage à disposition de l'association de préfiguration de la « gare numérique », de manière précaire et révocable, pour une durée déterminée, par la présente convention régie par les conditions particulières ci-après définies et au surplus par référence aux principes de droit commun du bail civil qui ne leur sont pas contraires, à l'exclusion expressément du bénéfice de tout autre régime.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Acquitté en PREFECTURE le: 20/04/2018

La CoVe, propriétaire, met à disposition, de manière précaire et révocable dans les conditions particulières définies par les présentes, un emplacement situé dans le Marché-Gare, à l'association de préfiguration de la « gare numérique » qui accepte et s'engage à occuper cet emplacement personnellement pour les besoins de son activité.

La CoVe est en charge de la gestion des conventions d'occupation de l'ensemble des emplacements sis au Marché-Gare de Carpentras en tant que propriétaire.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DE L'EMPLACEMENT OCCUPE

- un local de 56,15 m² situé dans le bâtiment F1, composé de :
 - o un hall : 6,46 m²
 - o un bureau : 8,95 m²
 - o une salle : 40,74 m²

Les sanitaires ainsi qu'un espace de réunion, à savoir deux équipements non privatifs situés dans ce même bâtiment F1, sont par ailleurs mis à disposition de l'association de préfiguration de la « gare numérique ».

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET DE RETRAIT DE LA MISE A DISPOSITION

La présente mise à disposition d'emplacements est accordée sous réserve que l'occupant respecte les réglementations en vigueur.

Sans préjudice des conditions particulières stipulées à l'article 19 de la présente convention, si l'occupant cesse de remplir l'une des conditions essentielles exigées par la mise à disposition, la présente convention pourra être résiliée immédiatement et de plein droit et sans aucune indemnité.

Indépendamment des cas où l'occupant cesse de remplir les conditions exigées lors de la mise à disposition, la présente convention peut être résiliée à toute époque et sans indemnité, par le propriétaire soit en cas de condamnation de l'occupant pour crime ou délit, soit en cas de sanction administrative, lorsque les faits qui ont motivé cette condamnation ou cette sanction portent atteinte à l'honneur ou constituent des manquements graves à la probité ou à la moralité professionnelle.

La résiliation de la présente convention peut, également, intervenir dans les mêmes conditions, lorsque la modification dans la personne de son titulaire ou dans les conditions de son activité, aurait pour conséquence de pouvoir faire obstacle à l'application des stipulations de la présente convention.

ARTICLE 4 : INFORMATION DU PROPRIETAIRE

Les statuts de l'association occupante et la désignation de ses dirigeants doivent être communiqués au propriétaire.

Toute modification susceptible d'être apportée aux actes ci-dessus énumérés devra être portée à

la connaissance du propriétaire.

Le propriétaire pourra résilier, de plein droit et sans indemnité, le présent contrat en cas de défaut de communication des actes ci-dessus.

REMISE DE L'EMPLACEMENT - TRAVAUX - ENTRETIEN

ARTICLE 5 : ENTREE DANS LES LIEUX

L'occupant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouvera, sans pouvoir exercer aucun recours contre le propriétaire, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit, sauf dans le cas de vice caché.

Le propriétaire s'engage à remettre le local équipé d'électricité.

Si de nouvelles prescriptions réglementaires nécessitaient la modification du gros-oeuvre, celle-ci serait à la charge du propriétaire.

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera établi contradictoirement, par l'occupant et le propriétaire, à l'entrée dans les lieux mis à disposition. Un état de lieux sera établi de même contradictoirement lors de la sortie des lieux.

ARTICLE 7 : SPECIALITE DE L'USAGE DE L'EMPLACEMENT

L'usage que l'occupant fera du local qui lui est attribué devra être conforme à sa destination.

ARTICLE 8 : TRAVAUX EFFECTUES PAR L'OCCUPANT

Les travaux que pourraient, éventuellement, effectuer l'occupant devront être approuvés par le propriétaire, avant tout commencement d'exécution.

Le propriétaire se réserve la faculté de consulter tout technicien ou homme de l'art de son choix avant d'accorder son autorisation.

Les frais ainsi engagés par le propriétaire tels que frais d'expertise, honoraires d'architecte seront à la charge de l'occupant.

L'exécution de ces travaux n'engagera que la seule responsabilité de l'occupant.

Le propriétaire se réserve le droit de faire remettre en l'état primitif le local loué, au frais de l'occupant, si les travaux effectués par le locataire n'ont pas été, préalablement, autorisés par le propriétaire.

En cas de résiliation de la présente convention, pour quelque cause que se soit, l'occupant sera

tenu d'enlever les installations effectuées par lui, ainsi que les engins et appareils qui en dépendront.

Faute par lui de s'acquitter de l'obligation de remise en état, il y sera pourvu d'office à ses frais, risques et périls.

Toutefois, il pourra être dispensé par accord exprès du propriétaire, de remettre les lieux en état, s'il fait abandon pur et simple des installations et de leurs dépendances mobilières.

ARTICLE 9 : TRAVAUX EFFECTUES PAR LE PROPRIÉTAIRE

L'occupant ne pourra élever aucune réclamation contre les travaux effectués sur les ouvrages communs ou sur la voirie.

L'occupant devra accepter, dans les lieux qu'il occupe, tous travaux ou poses de canalisations ordonnés par le propriétaire.

Toutefois, ce dernier devra l'indemniser si les travaux, ainsi entrepris, apportent une détérioration aux installations existantes de l'occupant.

ARTICLE 10 : DROIT D'ENTREE DANS LES LOCAUX – ENTRETIEN A LA CHARGE DE L'OCCUPANT

L'occupant doit maintenir les locaux mis à sa disposition avec ses équipements en bon état d'entretien et de conservation. Il supporte ainsi les charges d'entretien et de réparation courante correspondantes.

L'occupant est responsable de toute défectuosité, bris et dégâts survenus dans les locaux.

Il devra le cas échéant, soit souscrire un contrat d'entretien pour les installations techniques, les extincteurs et les robinets d'incendie armés présents dans les locaux mis à sa disposition, soit en rembourser la somme, dans la mesure qui le concerne, au propriétaire qui y pourvoira.

En vue d'assurer la sécurité, la propreté et l'hygiène du Marché-Garc, le propriétaire se réserve le droit de visiter ou faire visiter par une personne qu'il a désignée, à tout moment de son choix, les locaux qu'il a mis à disposition et de prescrire à l'occupant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leur installation.

En cas de retard apporté par l'occupant dans l'exécution des travaux ainsi prescrits, le propriétaire fera procéder, par simple mise en demeure adressée par lettre recommandée et restée infructueuse, à ces travaux qui seront à la charge de l'occupant.

Le montant du remboursement à effectuer par l'occupant au propriétaire sera égal au coût des travaux effectués d'office par le propriétaire et établi par les mémoires les concernant, majoré d'un pourcentage de 5 % pour tenir compte des frais généraux du propriétaire.

ARTICLE 11 : CHARGES RECUPERABLES

Compte tenu du soutien que la CoVe souhaite apporter à l'association de préfiguration de la « gare numérique », l'occupant ne remboursera aucune charge au propriétaire.

RÈGLEMENTATION PROFESSIONNELLE - FISCALITÉ - ASSURANCES

ARTICLE 12 : FORMALITES LEGALES ET REGLEMENTAIRES

L'occupant accomplit, lui-même, les formalités et se soumet à toutes les obligations que lui imposent les lois, règlements et mesures de Police en vue de l'exercice de son activité.

ARTICLE 13 : IMPOTS ET TAXES

A compter du jour de l'entrée en jouissance, l'occupant acquittera, sans aucun recours possible contre le propriétaire, les contributions personnelles, mobilières, la patente et autres impôts et taxes de toute nature dont il pourra être redevable.

Compte tenu du soutien que la CoVe souhaite apporter à l'association de préfiguration de la « gare numérique », l'occupant ne remboursera pas le montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 14 : ASSURANCES

a) Le mobilier :

Le propriétaire est dégagé de toute responsabilité pour la disparition, détérioration ou destruction du matériel, des marchandises et des installations dans le local loué.

L'occupant devra assurer le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et toute explosion, les marchandises, le matériel, les installations et objets mis à disposition ainsi que ceux appartenant au personnel, à son service, ceux déposés par les utilisateurs ou pouvant se trouver dans le dit local.

Le propriétaire demeurant affranchi de toute indemnité en cas de vol ou sinistre pour quelque cause que ce soit.

b) Les locaux :

L'occupant devra contracter les polices d'assurance nécessaires à garantir, pour un montant suffisant, le local occupé contre les divers risques liés à son occupation et le contenu du local.

L'occupant sera responsable, vis-à-vis de la CoVe et de tous les autres occupants ou usagers du site, de tout sinistre qui prendrait origine dans les lieux occupés par lui ou du fait quelconque du matériel, marchandises ou installations qui dépendent de son exploitation.

L'occupant devra contracter toutes les assurances requises auprès d'une compagnie d'assurances agréée et devra soumettre au gestionnaire les polices d'assurances souscrites.

L'occupant acquittera les primes de ces assurances à ses frais, exclusivement, et devra transmettre au gestionnaire la justification du paiement de ces primes.

c) Responsabilité civile :

Le propriétaire est dégagé de toute responsabilité pour tout accident survenu aux tiers, aux usagers du local loué ainsi qu'au personnel employé par le locataire.

I. Le Personnel : L'occupant ne pourra, tant en son nom qu'au nom d'une personne agissant pour son compte, exercer aucun recours contre le propriétaire en ce qui concerne les accidents survenus dans l'enceinte du Marché-Gare, à lui-même ou toute personne ayant agi pour son compte.

Il en donnera garantie au propriétaire et sera tenu d'assurer à une compagnie autorisée à exercer dans le territoire constitué, l'activité "accidents du travail", les risques d'accident de toute nature pouvant survenir à l'ensemble de son personnel et justifie de la renonciation de la Compagnie d'Assurances, par une clause expresse de sa police, à tout recours contre le propriétaire à l'occasion de tout accident quelle qu'en soit la cause.

II. Tiers & Clientèle : L'occupant est responsable des accidents et dommages causés sur toute l'étendue du Marché-Gare, par lui-même ou son personnel ou par des tiers qu'il aurait laissés entrer.

D'autre part, il devra assurer sa responsabilité envers la clientèle, aux usagers des locaux et à l'égard des tiers tant du fait de son activité propre, de celle afférente à son exploitation, que celle de son personnel ainsi que des risques résultant des installations et de l'emploi de tout matériel afférent à son exploitation.

Le propriétaire demeure affranchi de toute indemnité en cas d'accident et il devra être stipulé que cette assurance profitera, également, au gestionnaire dans le cas où sa responsabilité viendrait à être recherchée à un titre quelconque du fait de l'exploitation louée.

d) Extension de responsabilité :

En raison de la mise à disposition du local consentie, donnant à l'occupant le droit de pénétrer dans l'enceinte du Marché-Gare, celui-ci est responsable de tout dommage ou sinistre survenu à l'ensemble des locaux du Marché-Gare, et dont le fait lui serait imputable.

REDEVANCES

ARTICLE 15: REDEVANCE POUR L'OCCUPATION DES EMPLACEMENTS ET DUREE DE LA CONVENTION

a) Redevance

Compte tenu du caractère d'intérêt général de l'activité de l'occupant relevant par ailleurs du statut des associations à but non lucratif, la CoVe lui consent la mise à disposition des locaux à titre gratuit afin de lui apporter son soutien.

b) Durée de la présente convention

La présente convention d'occupation est consentie sur la période suivante. Elle prend effet à compter du 5 février 2018, pour se terminer le 31 décembre 2019.

La présente convention ne peut donner lieu à aucune reconduction tacite.

ARTICLE 16: VERSEMENT D'UNE CAUTION

NEANT.

CHANGEMENT D'EMPLACEMENT – TRANSMISSION DE LOCATION - RESILIATION

ARTICLE 17 : CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

L'occupant s'engage à occuper personnellement et sans discontinuité le local mis à sa disposition.

Il est interdit à l'occupant de confier en totalité ou en partie l'utilisation du local occupé à un tiers, de céder ou concéder, - même partiellement – le droit d'occupation qui lui est accordé par le présent contrat ou d'en faire l'objet d'un apport en nature à une société. Il lui est également interdit de consentir toute sous-location ou mise en gérance.

Si l'occupant du local mis à disposition exprime le souhait de se retirer, il sera admis, à présenter à l'agrément du propriétaire un successeur qui sera subrogé, dans ses droits s'ils présentent les mêmes conditions.

ARTICLE 18 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

La présente convention est conclue à titre précaire et révocable.

A tout moment, le propriétaire peut résilier la présente convention, avant le terme prévu, par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et ce pour tout motif lié à l'intérêt du domaine occupé, en vue notamment d'assurer ses meilleures conditions possibles de gestion et d'exploitation, et plus largement pour tout motif d'intérêt général.

La présente résiliation intervient à l'issue d'un préavis de 2 mois courant à compter de la date de réception du courrier recommandé.

Elle n'ouvre aucun droit d'indemnisation au profit de l'occupant.

Par ailleurs, faute pour l'occupant d'avoir libéré les lieux dans le délai susvisé, il pourra le cas échéant être expulsé d'office.

ARTICLE 19 : RESILIATION POUR FAUTE

Tout manquement de l'occupant à ses obligations contractuelles peut donner lieu à résiliation de la présente convention par le propriétaire après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et mettant l'occupant à même de présenter ses observations.

Si dans le délai d'un mois à compter de la réception de ladite mise en demeure préalable, celle-ci demeure sans effet, le propriétaire peut résilier de plein droit la présente convention, au tort de l'occupant, sur décision écrite motivée, notifiée à ce denier par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, faute pour l'occupant d'avoir libéré les lieux dans le délai susvisé, il pourra le cas échéant être expulsé d'office.

ARTICLE 20 : RESILIATION PAR L'OCCUPANT

La résiliation par l'occupant ne pourra intervenir qu'à la condition que le propriétaire en ait été informé 2 mois à l'avance.

ARTICLE 21 : CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveraient entre le propriétaire et l'occupant pour l'application de la présente occupation précaire sont de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Pour le propriétaire,
pour la CoVe,
le 1^{er} vice-président

Pour l'occupant,
le président de l'association de
préfiguration de la « gare numérique »

Gilles Vève

Roger Jacqmin

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°70-18

Objet : « ma boutique à l'essai » : prise en charge du dépôt de garantie

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°70-18

Objet : « ma boutique à l'essai » : prise en charge du dépôt de garantie

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération n°37-17 du 24 avril 2017 du conseil communautaire relative à l'adhésion de la CoVe à la Fédération des Boutiques à l'Essai et à l'expérimentation du dispositif dans les communes de la Cove,

Vu la mise en œuvre du dispositif dans le local commercial situé au 7 rue de la République à Carpentras,

Vu le montant du loyer de 1 065€ et celui du dépôt de garantie de 2 130€,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Considérant la volonté de la CoVe de soutenir la redynamisation des centres-villes et l'installation de nouveaux commerçants,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE FINANCER, en lieu et place du porteur de projet, le dépôt de garantie, après signature du bail dérogatoire entre le porteur de projet et le propriétaire du local

Article 2 : D'AUTORISER le Président à conclure et à signer tous actes à cet effet

Transmis en Préfecture le : 1 3 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Publication par affichage le : 1 3 AVR 2018

Exécutoire le :

1 3 AVR 2018


Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°71-18

Objet : Demande de subvention pour « Mon premier bureau »

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°71-18

Objet : Demande de subvention pour « Mon premier bureau »

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération n°2017-606 du 15 décembre 2017 du conseil départemental de Vaucluse et son appel à projets Contractualisation 2018-2020 mettant en œuvre un dispositif contractualisé avec les territoires intercommunaux,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Considérant le projet de création d'une pépinière d'entreprises tertiaire dans le château Durbesson "Mon premier bureau", pour un montant de 1 115 100€ HT, réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la CoVe,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Etat	FNADT	223 020€	20%
Département	Contractualisation Appel à projets 2018-2020	200 000€	18%
Département	Réhabilitation de friche	100 000€	9%
Autofinancement		592 080€	53%
TOTAL		1 115 100€	100%

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER ce projet et son plan de financement prévisionnel,

Article 2 : D'AUTORISER le Président à solliciter les subventions notamment auprès de l'Etat et du conseil départemental de Vaucluse dans le cadre de l'appel à projets Contractualisation 2018-2020 à destination des territoires intercommunaux, ainsi que dans le cadre de l'aide en faveur de la création et de la requalification des sites d'activités économiques (friches et délaissés économiques),

Article 3 : DE PRECISER que les recettes correspondantes seront imputées sur les comptes BAT-1311 et 1313 – 910AP3

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°72-18

Objet : Demande de subvention pour la ZAE du Piol 2

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°72-18
Objet : Demande de subvention pour la ZAE du Piol 2

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération n°2017-606 du 15 décembre 2017 du conseil départemental de Vaucluse et son appel à projets Contractualisation 2018-2020 mettant en œuvre un dispositif contractualisé avec les territoires intercommunaux,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Considérant le projet de la zone d'activités économiques dédiée à l'éco-construction, le Piol 2, à Mazan, pour un montant de 2 820 003€ HT, réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la CoVe,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Département	Contractualisation Appel à projets 2018-2020	800 000€	28%
Département	Création et extension de site	200 000€	7%
Autofinancement		1 820 003€	65%
TOTAL		2 820 003€	100%

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER ce projet et son plan de financement prévisionnel,

Article 2 : D'AUTORISER le Président à solliciter les subventions notamment auprès du conseil départemental de Vaucluse dans le cadre de l'appel à projets Contractualisation 2018-2020 à destination des territoires intercommunaux, ainsi que dans le cadre de l'aide en faveur de la création et de la requalification des sites d'activités économiques (création et extension),

Article 3 : DE PRECISER que les recettes correspondantes seront imputées sur le budget annexe Espace économique du PIOL 2 - DEV 7473 9026

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°73-18

Objet : Avenant n°1 au Contrat Régional d'Équilibre Territorial

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°73-18

Objet : Avenant n°1 au Contrat Régional d'Equilibre Territorial

Le conseil communautaire,

Considérant que par délibérations du 20 février et du 24 avril 2015, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur développe une nouvelle politique contractuelle avec les territoires, les Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET),

Considérant la délibération du conseil de communauté n°90-15 du 29 juin 2015 relative à la contractualisation avec la Région dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial - CRET,

Considérant qu'à travers le CRET, la Région participe financièrement aux projets du territoire Ventoux en fonction des dispositifs applicables,

Considérant que le contrat est conclu pour une durée de 3 ans et prévoit une clause de revoyure à mi-parcours,

Vu les modifications apportées au contrat, par le Comité de Pilotage CRET Ventoux qui s'est réuni à mi-parcours le 25 novembre 2016, relatives à la programmation qui avait été retenue en annexe 3 du CRET, à la durée du contrat et aux modalités d'instruction des demandes de subvention,

Vu l'avenant n°1 au contrat qui rassemble ces modifications,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER l'avenant au Contrat Régional d'Equilibre Territorial avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Territoire Ventoux

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer l'avenant tel qu'annexé à la présente délibération et tous actes à cet effet.

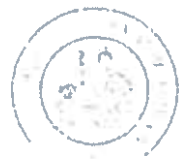
Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 Avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

AVENANT N°1

CONTRAT REGIONAL D'EQUILIBRE TERRITORIAL 2015-2018

REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR / TERRITOIRE DU VENTOUX



ENTRE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée régionale n°..... en date du....., ci-après désignée « la Région »

D'une part,

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux représenté par son Président, Monsieur Alain GABERT, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « SMAEMV » ou « le Chef de file »

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « la COVE »

La Communauté de Communes Pays Vaison Ventoux, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre LARGUIER, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « COPAVO »

La Communauté de Communes les Sorgues du Comtat, représentée par son Président, Monsieur Christian GROS, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « la CCSC »

La Communauté de Communes Ventoux Sud, représentée par son Président, Monsieur Max RASPAIL, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « la C CVS »

L'ensemble des 5 partenaires désignés « Le Territoire »

D'autre part,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe ;

VU le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU la délibération n°15-2 du 20 février 2015 du Conseil régional, délibération cadre sur la nouvelle politique contractuelle avec les territoires - Création du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;

VU la délibération n°15-268 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - cadre d'intervention des espaces ruraux, agglomérations et territoires de montagne et au cadre d'intervention des espaces métropolitains et grandes agglomérations urbaines ;

VU la délibération n°15-269 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Expérimentation du dispositif "Quartier de gare - intégration urbaine des Pôles d'Echanges Multimodaux" ;

VU la délibération n°15-271 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Modalité de mise en œuvre dans le cadre de la politique régionale de soutien au logement, à l'habitat, et de la politique foncière régionale ;

VU la délibération n°15-272 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Cadre d'intervention relatif au soutien de la Région aux projets de transports collectifs urbains en site propre - Espaces métropolitains et grandes agglomérations urbaines ;

VU la délibération n°15-578 du 26 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (ci-après désigné le CRET) du Ventoux ;

VU l'article 6 de ce contrat qui prévoit une clause de revoyure à mi-parcours pour évaluer la programmation et la réorienter, si besoin est, en fonction de la maturité des projets ou d'intégrer de nouvelles opérations ;

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de :

- modifier la programmation qui avait été prévue en annexe 3 du CRET conformément à l'article 6 du CRET conclu entre la Région et le territoire du Ventoux ;
- préciser la durée du contrat et modifier les modalités d'instruction des demandes de subventions.

Article 2 – Volet opérationnel

L'article 4-2 du contrat est modifié comme suit :

« Le volet opérationnel constitue la déclinaison concrète du volet stratégique. Il est consacré à des projets structurants et intégrés. Il privilégie le droit à l'expérimentation et à l'innovation.

Suite au Comité de pilotage du 25/11/2016 concernant le territoire du Ventoux, une nouvelle programmation a été validée. Celle-ci figure en annexe du présent avenant et remplace celle figurant initialement en annexe 3. »

Article 3 – Durée du contrat

Le 1^{er} alinéa de l'article 6 est modifié comme suit :

« Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial est conclu pour une durée de 3 ans et prend effet dès sa notification.

En ce qui concerne le CRET du Ventoux, le contrat prendra fin le 01/12/2018. »

Article 4 – Mise en œuvre des subventions

L'alinéa 3 de l'article 10-2 est modifié comme suit :

« Pour être prises en compte au titre du CRET, les demandes de subventions devront être volées avant le terme du contrat. »

Article 5 – Autre disposition

Tous les autres articles du contrat initial demeurent inchangés.

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la Région à l'ensemble des parties.

Fait à Marseille, le

Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur Renaud MUSELIER	Le Président Du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux Alain GABERT
Le Président de la Communauté de communes Pays Vaison Ventoux Jean Pierre LARGUIER	Le Président de la Communauté les Sorgues du Comtat Christian GROS
Le Président de la Communauté de communes Ventoux Sud Max RASPAIL	Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin Francis ADOLPHE

ANNEXE 3 modifiée

Programmation du CRET du Ventoux
issue de l'avenant n°1

CRET du Ventoux : Tableau de suivi des projets proposés dans le cadre de l'avenant n°1
Enveloppe contractualisée par la Région sur le Territoire du Ventoux 8 100 000€

Axe stratégique 1 - Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique

Intitulé opération	Maître d'ouvrage	F ou I	coût prévisionnel
Aménagement de la Vétoroute Sablet Mollans sur Ouvèze	Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	I	650 000,00 €
Création d'une nouvelle déchèterie	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	950 000 €
Plan global de déplacement sur le territoire	SCOT Arc Ventoux	I	48 000 €
TOTAL AXE 1			1 648 000 €

CRET du Ventoux : Tableau de suivi des projets proposés dans le cadre de l'avenant n°1
Enveloppe contractualisée par la Région sur le Territoire du Ventoux 8 100 000€

Axe stratégique 2 - Favoriser un aménagement du territoire fondé sur le principe de la sobriété foncière

Intitulé opération	Maitre d'ouvrage	I/F	Coût total prévisionnel
Acquisition foncière de l'ancienne gare de Carpentras pour vocation économique (parcelle CK n° 687) - 45 A 58 CA environ	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	650 000 €
Aménagement du site de l'ancienne gare en parc urbain	Commune de Carpentras	I	300 000 €
Révision du SCOT du Pays Voconces	Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	F	135 000 €
Aménagement et réhabilitation du centre ancien de Pernes les Fontaines	Pernes les Fontaines	I	1 229 609 €
TOTAL AXE 2			2 314 609 €

CRET du Ventoux : Tableau de suivi des projets proposés dans le cadre de l'avenant n°1
Enveloppe contractualisée par la Région sur le Territoire du Ventoux 8 100 000€

Axe stratégique 3 - Conforter les activités économiques et favoriser la création d'emploi

Intitulé operation	Maitre d'ouvrage	I/F	Coût total prévisionnel
Requalification du site du Marché gare : création de la pépinière atelier relais	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	1 656 566 €
Requalification du site du Marché gare : requalification du site	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	2 148 345 €
Requalification du site du Marché gare : Restructuration château DURBESSON	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	936 300
Aménagement de l'ancienne gare	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	2 359 455 €
Développement des Filières Silver économie INNOV'ECO	Chambre des Métiers et de l'artisanat du Vaucluse	I	51 870 €
Réhabilitation des Platrières du Groseau	Commune de Malaucène	I	1 490 000 €
Mise en place d'outils numériques favorisant le rayonnement économique et touristique de Beaulieu vers le territoire du Mont Ventoux	CC des Sorgues du Comtat (CCSC)	I	100 000 €
Evenements touristiques de dimension départementale	Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	F	23 000 €
Espace d'activités dédié à la construction durable le Pïol à Mazan - création d'une pépinière d'entreprises	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	I	3 700 000 €
Etude préalable à la création d'un Office de Tourisme Intercommunal - Phase 1 : Diagnostic	CC des Sorgues du Comtat (CCSC)	F	25 000 €
Accompagnement à la création d'un OTI	CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	F	24 511
TOTAL AXE 3			12 515 047 €

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

CRET du Ventoux : Tableau de suivi des projets proposés dans le cadre de l'avenant n°1
Enveloppe contractualisée par la Région sur le Territoire du Ventoux 8 100 000€

	COUT TOTAL
Axe 1 - Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique	1 648 000,00 €
Axe 2 - Favoriser un aménagement du territoire fondé sur le principe de la sobriété foncière	2 314 609,00 €
Axe 3 - Conforter l'activité économique et favoriser la création d'emplois	12 515 047,00 €
Axe 4 - Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires	9 727 088,00 €
TOTAL	26 204 744,00 €

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°74-18

Objet : Adhésion à la centrale d'achat Agap'pro pour la fourniture de denrées alimentaires avec des producteurs locaux

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°74-18

Objet : Adhésion à la centrale d'achat Agap'pro pour la fourniture de denrées alimentaires avec des producteurs locaux

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant la volonté de la CoVe d'avoir recours à une centrale d'achats pour simplifier la gestion des achats alimentaires et de bénéficier d'avantages tarifaires grâce à la négociation des conditions d'achats des produits ;

Considérant le projet de contrat proposé par la SAS AGAP'PROFESSIONNEL sise 4, rue de Béguey - 33370 Tresses,

Considérant que la centrale d'achat Agap'pro présente notamment comme avantages de rechercher des circuits courts avec des producteurs locaux,

Vu l'avis de la commission tourisme et traditions, agriculture, en date du 28 mars 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'agriculture,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes du contrat « Affiliation globalisée » ci-joint avec la société AGAP'pro.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer le présent contrat et tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : 12 AVR 2018

Publication par affichage le : 12 AVR 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 12/04/2018

Adhésion aux services d'affiliation globalisée

Je soussigné(e)

En qualité de

Engage mon établissement ci-après désigné

(Raison Sociale, adresse)	Tél : Fax : Courriel :
---------------------------	------------------------------

dans l'adhésion aux services de l'offre AGAP'pro, et bénéficie gratuitement :

- des avantages des conditions tarifaires négociées par le service achat,
- de la validation ou l'élaboration de menus budgétisés par des diététiciennes diplômées,
- de l'accompagnement technique via l'accès à l'espace pro sur notre site agap-pro.com,
- de la mise à disposition de l'application d'optimisation de commandes MercuDyn®

Mon établissement

- s'interdit de revendiquer auprès des fournisseurs son adhésion à une centrale de référencement concurrente à AGAP'pro,
- accepte la négociation des conditions d'achat des produits alimentaires auprès des fournisseurs par AGAP'pro,
- s'engage à respecter une obligation de confidentialité concernant toutes les données et informations échangés avec AGAP'pro durant l'exécution des présentes et ce pendant une durée de cinq (5) ans après la résiliation des présentes,
- détermine librement à partir de ses propres critères de sélection, son choix de fournisseur parmi les offres présentées par AGAP'pro,
- est facturé mensuellement par le prestataire de l'ensemble des achats pris en compte, avec une facture détaillée, réalisée selon la formule dite du "prix le prix".

En contrepartie des services mis à la disposition de mon établissement, complétés des charges de responsabilité et des garanties du prestataire (responsabilité civile, accord-cadre), j'autorise, par la présente AGAP'pro à se prévaloir de ses accords auprès des industriels et des distributeurs, du volume d'achat que représente mon établissement.

La présente adhésion prend effet à compter du : _____

Elle est conclue pour une durée indéterminée, chacune des parties ayant la possibilité d'en cesser l'effet à tout moment, sans indemnité de part et d'autre, pour une fin de mois calendaire, à la condition expresse de prévenir l'autre partie par lettre ou courriel, avec accusé de réception, au moins deux (2) mois avant la fin de mois retenu comme échéance.

Paraphes

Révision	Demande	Edition
22/03/2017 11:16:24	CA - MT	MT - AL

Solution retenue	Prix HT / mois	
Facture et relevé des prestations	0 € <input type="checkbox"/>	
OU, duplicata des factures fournisseurs pour	Numérique	Papier
moins de 30 factures / mois	25 € <input type="checkbox"/>	30 € <input type="checkbox"/>
de 30 à 50 factures / mois	30 € <input type="checkbox"/>	35 € <input type="checkbox"/>
plus de 50 factures / mois	40 € <input type="checkbox"/>	45 € <input type="checkbox"/>
Facture séparée pour le Non Alimentaire	OUI <input type="checkbox"/> - NON <input type="checkbox"/>	
Réception numérique de mes factures AGAP'pro	OUI <input type="checkbox"/> - NON <input type="checkbox"/>	
J'adhère au prélèvement automatique. (Etablissement privé uniquement)	OUI <input type="checkbox"/> - NON <input type="checkbox"/>	

Etablissement Privé	OUI <input type="checkbox"/> - NON <input type="checkbox"/>												
SIRET													
TVA intra-c/taire													
Budget annuel													
Repas / jour	Jours ouverts / an												
Mois ouverts (rayer fermés)	<table border="1"> <tr> <td>Janv.</td><td>Fév.</td><td>Mars</td><td>Avr.</td><td>Mai</td><td>Juin</td><td>Juil.</td><td>Août</td><td>Sept.</td><td>Oct.</td><td>Nov.</td><td>Déc.</td> </tr> </table>	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.		
Version papier de la mercuriale comparative	OUI <input type="checkbox"/> - NON <input type="checkbox"/> (Non sans réponse par défaut)												
Directeur d'établissement :	Identité : _____												
Tél : _____	Courriel : _____												
Comptabilité :	Identité : _____												
Tél : _____	Courriel : _____												
Cuisine, achats :	Identité : _____												
Tél : _____	Courriel : _____												
Adresse de livraison si différente :	_____												
Commentaires :	_____ _____												
Cadre réservé à AGAP'pro													
Conseiller de Gestion	Chrystèle ALBOUY - 06 01 88 80 27 - calbouy@agap-pro.com												
Identifiant MercuDyn®	Mot de passe												
Numéro d'affilié													

Fait à _____, le _____.

Pour le bénéficiaire
Cachet, signature avec mention
« bon pour accord »

Pour AGAP'Pro

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AJELLO Sarriens : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°75-18

Objet : Modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°75-18
Objet : Modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°2016-16 du 12 décembre 2016 portant modification du tableau des effectifs,

Vu l'avis du comité technique de la CoVe du 28 mars 2018,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste d'attaché principal,

Considérant qu'il convient de supprimer du tableau des effectifs les postes suivants : 3 postes d'adjoint administratif territorial, 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe, 2 postes d'attaché dont 1 à temps non complet, 1 poste de directeur, 12 postes d'adjoint technique territorial dont 3 à temps non complet, 10 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, 4 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, 1 poste d'ingénieur principal, 1 poste d'adjoint d'animation territorial à temps non complet, 2 postes d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe, 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe à temps non complet, 1 poste d'ETAPS, 8 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe, 3 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe, 1 poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à temps non complet, 1 poste d'agent social territorial à temps non complet.

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER au tableau des effectifs 1 poste d'attaché principal.

Article 2 : DE SUPPRIMER du tableau des effectifs les emplois suivants :

- 3 postes d'adjoint administratif territorial,
- 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe,
- 2 postes d'attaché dont 1 à temps non complet (17,5 h),
- 1 poste de directeur,
- 12 postes d'adjoint technique territorial dont 3 à temps non complet (1 à 32,74 h, 1 à 11,43 h, 1 à 24,98 h),
- 10 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
- 4 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe,
- 1 poste d'ingénieur principal,
- 1 poste d'adjoint d'animation territorial à temps non complet (30 h),
- 2 postes d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe,

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018

- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe à temps non complet (16 h),
- 1 poste d'ETAPS,
- 8 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe,
- 3 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe,
- 1 poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à temps non complet (33,04 h),
- 1 poste d'agent social territorial à temps non complet.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°76-18

Objet : Modification du dispositif indemnitaire de la CoVe

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°76-18
Objet : Modification du dispositif indemnitaire de la CoVe

Le conseil communautaire,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018,

Vu la circulaire du 15 février 2018 relative au non versement de la rémunération au titre du premier jour de congé de maladie des agents publics civils et militaires,

Vu les délibérations du Conseil de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin n° 144-13 du 4 novembre 2013, n° 206-14 du 13 octobre 2014, n°81-16 du 27 juin 2016 et n° 126-17 du 19 juin 2017 relatives au dispositif indemnitaire,

Vu l'avis favorable du comité technique de la Cove réuni le 28 mars 2018,

Considérant que le dispositif indemnitaire de la CoVe nécessite d'être revu d'une part pour être mis en conformité par rapport à la réglementation relative au maintien en surnombre et d'autre part suite à l'instauration de la journée de carence dans la fonction publique territoriale,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE MODIFIER l'article 5.3 « situation des agents placés en surnombre » de la délibération n° 144-13 du 4 novembre 2013 susvisée, ainsi qu'il suit :

« Le fonctionnaire placé en surnombre, en application de l'article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui n'exerce plus ses missions, ou qui n'exerce pas les fonctions de la nature de celles qui peuvent lui être confiées au regard de son grade et de son profil de poste, ne peut percevoir le régime indemnitaire lié à l'exercice de ses fonctions. »

Article 2 : D'AJOUTER à l'article 4.2.3 « la modulation des deux parts en fonction du présentisme » de la délibération n° 144-13 du 4 novembre 2013 susvisée, les dispositions figurant en caractère gras ci-après :

« Seuls les agents en position d'activité ou de détachement au sein de l'établissement peuvent bénéficier du régime indemnitaire.

Le montant attribué mensuellement, en fonction du poste occupé et de la manière de servir, est réduit de 1/30^{ème} par jour d'absence (samedi et dimanche inclus). Sont exclus du décompte les absences pour causes de :

- congé annuels
- jours de récupération du temps de travail
- repos compensateur

- autorisation spéciales d'absence
- décharge syndicale
- congrés maternité et paternité
- hospitalisation

En application des dispositions relatives à l'instauration d'une journée de carence, à compter du 1^{er} janvier 2018, le montant des primes et indemnités liées à l'exercice des fonctions feront l'objet d'une retenue de 1/30^{ème}.

Toutefois, afin de tempérer l'effet de cette mesure sur des agents en situation d'arrêt de longue durée, la déduction est plafonnée mensuellement à 5% du total mensuel brut du traitement indiciaire, de la NBI et du régime indemnitaire.

Dans ce cadre, le montant du régime indemnitaire retenu au titre de la journée de carence, sera pris en compte pour calculer le plafond défini ci-dessus. »

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°77-18

Objet : Actualisation de la composition des commissions thématiques de la CoVe

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°77-18

Objet : Actualisation de la composition des commissions thématiques de la CoVe

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-1, L.2121-22, L.5211-40-1 et L.5711-1,

Vu le règlement intérieur de la CoVe en vigueur, en son titre second relatif aux commissions thématiques et fonctionnelles,

Considérant qu'en conseil communautaire du 8 septembre 2014 ont été créées quatorze commissions thématiques (finances ; développement économique ; aménagement de l'espace et de habitat ; tourisme et traditions, agriculture ; culture et patrimoine ; actions éducatives ; transports ; action sociale et petite enfance ; gestion des déchets ; sécurité ; politique de la Ville ; voirie, travaux et services techniques ; développement durable ; accessibilité), et que leurs membres ont été désignés, puis actualisés par délibération en date du 18 avril 2016,

Considérant que par délibération n°73-14 en date du 30 avril 2014, le conseil communautaire a désigné ses représentants au syndicat mixte Comtat Ventoux,

Considérant les vacances intervenues depuis lors et les demandes de modifications,

Considérant en conséquence qu'il convient de renouveler partiellement la composition des commissions thématiques,

Vu les candidatures présentées, après en avoir délibéré et procédé au vote,

Décide

Article 1 : D'ACTUALISER la composition des commissions thématiques de la CoVe, récapitulée en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : D'ACTUALISER la représentation de la CoVe au syndicat mixte Comtat Ventoux, récapitulée en annexe 2 à la présente délibération.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe: ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 16/04/2018

Composition des 14 commissions thématiques de la CoVe actualisée au 9 avril 2018
Cf délibération n°77-18 du 9 avril 2018 Actualisation de la composition des commissions

COMMISSION DES FINANCES		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. André CAMBE	M. Guy REY
Beaumes de Venise	M. Bruno ALLEMAND	Mme Liliane JEACOMINE
Beaumont du Ventoux	M. Bernard CHARRASSE	
Bédoin	M. Denis FORT	M. Pierre COLIN
Caromb	M. Léopold MEYNAUD	M. André SIGNOURET
Carpentras	M. Bruno GANDON	M. Franck DUPAS
Crillon le Brave	M. Guy GIRARD	Mme Jacqueline LIMET
Flassan	M. Jean PAWLAK	M. Michel JOUVE
Gigondas	M. Claude AMADIEU	Mme Anne-Caroline MAZALOUBAUD
Lafare	Mme Anne-Marie COURSET	M. Jean-Paul ANRES
La Roque Alric	Mme Elodie LAGUNA	M. Jacques MOLINER
La Roque sur Pernes	M. Gérard DONVEZ	M. Joseph BERNHARDT
Le Barroux	Mme Line BERTHOMIER	M. Bernard MONNET
Le Beaucet	M. Benoît PELATAN	M. Jean-Michel SCALABRE
Loriol du Comtat	M. Serge ARCHANGE	M. Christian COSTE
Malaucène	Mme Bénédicte MARTIN	Mme Stéphanie BORRAS
Mazan	M. Claude LAUTIER	Mme Laurence MEYSEN
Modène	M. Christian RIPERT	M. Norbert LEPATRE
Saint Didier	M. Gilles VÈVE	Mme Michèle PLANTADIS
St Hippolyte le Graveyron	M. Jean-Pierre MASSOT	M. André AIELLO
St Pierre de Vassols	M. Jacques AMSTAD	Mme Valérie ROMAN AUBERT
Sarrians	M. Alexandre KORMANYOS	Mme Anne-Marie BARDET
Suzette	M. Jean-Alain MAZAS	
Vacqueyras	Mme Paulette SEIGNOUR	Mme Claude MARCELLIN
Venasque	M. Patrick BORRIONE	M. Gaby BÉZERT

COMMISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Guy REY	M. André CAMBE
Beaumes de Venise	Mme Liliane JEACOMINE	M. Alain XAVIER
Beaumont du Ventoux	M. Maxime AUBERY	
Bédoin	M. Denis FORT	M. Luc REYNARD
Caromb	M. Léopold MEYNAUD	M. Christian MORARD
Carpentras	M. Bruno GANDON M. Hervé de LÉPINAU	Mme Karine GUEZ
Crillon le Brave	M. Guy GIRARD	M. Gérard BROCHIER
Flassan	M. Michel JOUVE	M. Jean PAWLAK
Gigondas	M. Claude AMADIEU	Mme Anne-Caroline MAZALOUBAUD
Lafare	M. Jean-Paul ANRES	Mme Anne-Marie COURSET
La Roque Alric	M. Jacques MOLINER	M. Francis JULLIEN
La Roque sur Pernes	M. Jacques NAZZANI	M. Philippe LELIARD
Le Barroux	M. Bernard MONNET	Mme Line BERTHOMIER
Le Beaucet	M. François ILLE	M. Benoît PELATAN
Loriol du Comtat	Mme Roselyne MACARIO	M. Christian COSTE
Malaucène	Mme Nadine EYSSARTEL	Mme Bénédicte MARTIN
Mazan	M. Aimé NAVELLO M. Louis BONNET	M. Gérard MEGEL
Modène	M. Norbert LEPATRE	M. Christian ROUX
Saint Didier	Mme Michèle PLANTADIS	M. Gilles VÈVE
St Hippolyte le Graveyron	M. André AIELLO	M. Jean-Pierre MASSOT
St Pierre de Vassols	M. Ghislain GRICOURT	Mme Ludivine LANTIN
Sarrians	Mme Anne-Marie BARDET	M. Alexandre KORMANYOS
Suzette	M. Jean-Alain MAZAS	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	Mme Paulette SEIGNOUR
Venasque	Mme Georgia LAMBERTIN	M. Thierry de CABISSOLE

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE ET HABITAT		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Guy REY M. Stéphane GAUBIAC	M. André CAMBE
Beaumes de Venise	M. Jean-Noël POTTAM	M. Jérôme BOULETIN
Beaumont du Ventoux	M. Alain BREMOND	
Bédoin	M. Jean-Marc PETIT	Mme Colette LECLERCQ
Caromb	M. Joaquim BRUNET	M. Pierre ABATE
Carpentras	M. Serge ANDRIEU	M. Jean-François SÉNAC
Crillon le Brave	M. Gilles BEDOS	M. Gérard BROCHIER
Flassan	M. Michel JOUVE	M. Jean PAWLAK
Gigondas	M. Frédéric HAUT	M. William ARNAUD
Lafare	M. Jean-Paul ANRÈS	M. Philippe SOARD
La Roque Alric	M. Frédéric MAZALOUBAUD	M. Francis JULLIEN
La Roque sur Pernes	M. Jacques NAZZANI	M. Philippe LELIARD
Le Barroux	Mme Linc BERTHOMIER	Mme Myriam THEOULLE
Le Beaucet	M. Serge BAS-GUASCH	M. François ILLE
Loriol du Comtat	M. Daniel FREUND	M. Antoine ALARCOS
Malaucène	M. Dominique BODON	Mme Claudie ARNAUD
Mazan	M. Gérard MEGEL	Mme Pascale CEZANNE
Modène	M. Marcel LOMBARDI	Mme Sylvie MONTI
Saint Didier	M. Gilles VÈVE	Mme Michèle PLANTADIS
St Hippolyte le Graveyron	M. Jean-Claude ALBAN	M. André AIELLO
St Pierre de Vassols	M. Manuel PETIT	Mme Valérie ROMAN AUBERT
Sarrians	Mme Anne-Marie BARDET	M. Gérard VILLON
Suzette	Mme Sabine de MENTHON	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	Mme Paulette SEIGNOUR
Venasque	Mme Dominique PLANCHER	Mme Georgia LAMBERTIN

COMMISSION TOURISME ET TRADITIONS, AGRICULTURE		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Daniel SERRA	Mme Anne VICIANO
Beaumes de Venise	Mme Corinne BERNARD	Mme Corinne AMERICO
Beaumont du Ventoux	M. Jean-Louis BARTHALOIS	
Bédoin	M. Luc REYNARD	Mme Colette LECLERCQ
Caromb	M. André SIGNOURET	Mme Christine TRAMIER
Carpentras	Mme Christiane MARCHELLO-NIZIA Mme Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE	M. Robert ARNOUX
Crillon le Brave	M. Serge SAES	Mme Jacqueline LIMET
Flassan	M. Michel JOUVE	
Gigondas	M. Christian MEFFRE	M. Frédéric HAUT
Lafare	M. Philippe SOARD	Mme Claudette SALVI
La Roque Alric	Mme Brigitta KUNZ BRUNIER	M. Frédéric MAZALOUBAUD
La Roque sur Pernes	Mme Leïla ESTELLON	Mme Madeleine HOCQUEL
Le Barroux	Mme Brigitte d'OLLONE	Mme Véronique MARIN
Le Beaucet	M. Michel BIGONZI	M. Jean-Michel MARTINEZ
Loriol du Comtat	M. Antoine ALARCOS	M. Guy MATHIEU
Malauccène	M. Gérard JACQUAMOND	Mme Claudie ARNAUD
Mazan	Mme Michèle MICHEL	Mme Roselyne SULTANA
Modène	M. Christian ROUX	Mme Marie-Hélène ENRIETTO
Saint Didier	Mme Michèle SORBIER	M. Nicolas RIFFAUD
St Hippolyte le Graveyron	Mme Anne-Marie FORESTIER	Mme Geneviève ROUVIER
St Pierre de Vassols	M. Claude UGHETTO	M. Ghislain GRICOURT
Sarrians	Mme Véronique BAUDIN	M. Jean-François LUIGGI
Suzette	M. Alain BRÈS	
Vaqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	Mme Paulette SEIGNOUR
Venasque	M. Thierry de CABISOLE	M. Jean-Marc LONG

COMMISSION CULTURE ET PATRIMOINE		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	Mme Anne VICIANO	M. Robert MORIN
Beaumes de Venise	Mme Sabine SOL	Mme Régine BREMOND
Beaumont du Ventoux	M. Jean-Louis BARTHALOIS	
Bédoin	Mme Michèle MASSENDES	Mme Colette LECLERCQ
Caromb	M. Jean-Claude FREYCHET	Mme Marie-Pierre CARINI
Carpentras	Mme Pauline DREANO M. Julien LANGARD	Mme Christiane MARCHELLO- NIZIA
Crillon le Brave	M. Gérard BROCHIER	Mme Jacqueline LIMET
Flassan	M. Jean PAWLAK	
Gigondas	M. Christian MEFFRE	M. Frédéric HAUT
Lafare	M. Thierry BRUNEL	Mme Claudette SALVI
La Roque Alric	M. Frédéric MAZALOUBAUD	Mme Brigitta KUNZ BRUNIER
La Roque sur Pernes	Mme Leïla ESTELLON	Mme Madeleine HOCQUEL
Le Barroux	Mme Brigitte d'OLLONE	Mme Pascale PICARD
Le Beaucet	M. Michel BIGONZI	M. Jean-Michel MARTINEZ
Loriol du Comtat	M. Guy MATHIEU	M. Daniel FREUND
Malaucène	Mme Myriam BERTRAND	Mme Bénédicte MARTIN
Mazan	M. Aimé NAVELLO	Mme Roselyne SULTANA
Modène	Mme Sylvie MONTI	Mme Isabelle PARIS
Saint Didier	M. Nicolas RIFFAUD	Mme Michèle PLANTADIS
St Hippolyte le Graveyron	Mme Geneviève ROUVIER	M. André AIELLO
St Pierre de Vassols	M. Ghislain GRICOURT	M. Thierry VILLAGE
Sarrians	Mme Véronique BAUDIN	M. Jean-François LUIGGI
Suzette	M. Jean-Alain MAZAS	
Vacqueyras	Mme Paulette SEIGNOUR	M. Claude ONDE
Venasque	Mme Dominique PLANCHER	M. Thierry de CABISOLE

COMMISSION ACTIONS ÉDUCATIVES		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	Mme Coraline LEONARD	M. André CAVAILLÈS
Beaumes de Venise	Mme Suzanne VAUTE	Mme Véronique CONSTANTIN
Beaumont du Ventoux	M. Bernard CHARRASSE	
Bédoin	Mme Janine TREVILY	Mme Béatrice ROUX
Caromb	Mme Hélène PASCAL-MOUSSELARD	Mme Marie-Andrée CARRASCO
Carpentras	Mme Yvette GUIOU	Mme Caroline BALAS
Crillon le Brave	Mme Élodie DELEUZE	M. Gilles BEDOS
Flassan	Mme Marine RECCO	M. Jean PAWLAK
Gigondas	Mme Claudine FARAVEL	Mme Anne-Caroline MAZALOUBAUD
Lafare	Mme Virginie ANRÈS	M. Olivier BAZOT
La Roque Alric	M. José LINHARES	Mme Élodie LAGUNA
La Roque sur Pernes	M. Joseph BERNHARDT	Mme Isabelle CHAPPOT de La CHANONIE
Le Barroux	M. Bernard MONNET	M. Marc LARTIGUE
Le Beaucet	Mme Odile WILHELM	Mme Corinne NICOLET
Loriol du Comtat	Mme Brigitte MATHIEU	Mme Virginie VINCENT
Malaucène	Mme Stéphanie BORRAS	Mme Agnès AYME
Mazan	Mme Roselyne SULTANA	Mme Michèle MICHEL
Modène	Mme Laëtitia ALONSO	Mme Isabelle PARIS
Saint Didier	Mme Michèle SORBIER	Mme Florence PRAT
St Hippolyte le Graveyron	M. André AIELLO	Mme Caroline MARITAN
St Pierre de Vassols	Mme Valérie ROMAN AUBERT	M. Manuel PETIT
Sarrians	Mme Mireille MASTICE	Mme Anne-Marie CHIRON
Suzette	M. Sébastien LOGVINENKO	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	M. Claude ONDE
Venasque	Mme Dominique PLANCHER	M. Patrick BORRIONE

COMMISSION TRANSPORTS		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Benoit SANTINI	M. Stéphane GAUBIAC
Beaumes de Venise	M. Jean-Noël POTTAM	M. Jérôme BOULETIN
Beaumont du Ventoux	M. Benjamin BLANC	
Bédoin	M. Michel DELL'INNOCENTI	M. Denis FORT
Caromb	M. Léopold MEYNAUD	Mme Danielle MICHEL
Carpentras	M. Bernard BOSSAN	M. Franck DUPAS
Crillon le Brave	M. Michel BRIDELANCE	M. Gérard BROCHIER
Flassan	M. Frédéric MORIN	M. Jean PAWLAK
Gigondas	M. Bernard CUNTY	Mme Cendrine FARAUD
Lafare	Mme Muriel JAEGER	M. Olivier BAZOT
La Roque Alric	M. Jacques MOLINER	M. José LINHARES
La Roque sur Pernes	M. Joseph BERNHARDT	Mme Grâce FELIX
Le Barroux	M. Marc LARTIGUE	M. Bernard MONNET
Le Beaucet	M. Éric BRUN	M. François ILLE
Loriol du Comtat	Mme Brigitte MATHIEU	Mme Pascale REY
Malaucène	Mme Lydia COMBEUIL	Mme Nadine EYSSARTEL
Mazan	M. Jean-Pierre BAUDELIER	M. Gérard MEGEL
Modène	M. Norbert LEPATRE	M. Marcel LOMBARDI
Saint Didier	M. Nicolas RIFFAUD	M. Alain MARCHAND
St Hippolyte le Graveyron	M. Jean-Marc PONS	M. André AIELLO
St Pierre de Vassols	M. Raymond MORIN	M. Nicolas MASSON
Sarrians	M. Charles TELL M. Pascal BOUREZ	Mme Anne-Marie CHIRON
Suzette	M. Thomas JULLIEN	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	M. Pascal CHASTAN
Venasque	Mme Valentina JASTRZEBSKI	M. Gaby BÉZERT

COMMISSION ACTION SOCIALE ET PETITE ENFANCE		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Guy REY	Mme France MIRTO
Beaumes de Venise	M. Jacques GARRIGUES	Mme Véronique CONSTANTIN
Beaumont du Ventoux		
Bédoin	Mme Janine TREVILY	Mme Béatrice ROUX
Caromb	M. Jean-Claude ALLEGRE	Mme Marie-Andrée CARRASCO
Carpentras	Mme Peggy BERTOLUCCI Mme Jeanne YVAN	Mme Yvette GUIOU
Crillon le Brave	Mme Jacqueline LIMET	Mme Martine APPOLONI
Flassan	Mme Marie BONNET	M. Jean PAWLAK
Gigondas	Mme Claudine FARAVEL	Mme Cendrine FARAUD
Lafare	M. Olivier BAZOT	Mme Virginie ANRÈS
La Roque Alric	Mme Brigitta KUNZ BRUNIER	M. Francis JULLIEN
La Roque sur Pernes	Mme Grâce FELIX	M. Jacques NAZZANI
Le Barroux	Mme Linc BERTHOMIER	Mme Véronique MARIN
Le Beaucet	Mme Odile WILHELM	Mme Michèle MOREL
Loriol du Comtat	Mme Michèle GIMENEZ	M. Alain ARNAUD
Malaucène	Mme Noëlla ROMMEL	Mme Lydia COMBEUIL
Mazan	Mme Yvette LONG	Mme Joëlle MAIGRE
Modène	Mme Isabelle PARIS	Mme Sylvie CALAMEL
Saint-Didier	Mme Michèle SORBIER	Mme Frédérique CARRET
St Hippolyte le Graveyron	M. André AIELLO	Mme Caroline MARITAN
St Pierre de Vassols	Mme Valérie ROMAN AUBERT	Mme Ludivine LANTIN
Sarrians	Mme Mireille MASTICE	Mme Christine WYREBSKI
Suzette	Mme Delphine AUZIAS	
Vacqueyras	Mme Paulette SEIGNOUR	Mme Claude MARCELLIN
Venasque	Mme Dominique PLANCHER	Mme Françoise TRIBEAUDOT

COMMISSION GESTION DES DÉCHETS		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Guy MOURIZARD	Mme Marie-Josée AYME
Beaumes de Venise	Mme Suzanne VAUTE	Mme Liliane JEACOMINE
Beaumont du Ventoux	M. Bernard CHARRASSE	
Bédoin	M. Joël CHARBONNEL	M. Denis FORT
Caromb	Mme Christine TRAMIER	Mme Valérie MICHELIER
Carpentras	M. Serge ANDRIEU	M. Michel BLANCHARD
Crillon le Brave	M. Gérard BROCHIER	M. Thierry CONIL
Flassan	M. Fabien OLIVIERI	M. Jean PAWLAK
Gigondas	M. Jean-François LAMBERT	M. Michel MEFFRE
Lafare	M. Vincent SOARD	Mme Muriel JAEGER
La Roque Alric	M. José LINHARES	M. Frédéric MAZALOUBAUD
La Roque sur Pernes	Mme Arlette OLIVIER	Mme Isabelle CHAPPOT de La CHANONIE
Le Barroux	M. Hervé CHAUVET	Mme Margaret CHARNAY
Le Beaucet	M. Dominique DUTRON	M. Jean-Michel SCALABRE
Loriol du Comtat	M. Gérard BORGIO	M. Serge ARCHANGE
Malaucène	M. Joël MOCZADLO	M. Henri ANDRIEUX
Mazan	Mme Claire BLOMME	Mme Pascale CEZANNE
Modène	M. Christian RIPERT	Mme Marie-Hélène ENRIETTO
Saint Didier	M. Jean-Paul BALDACCHINO	M. Michel RAYNAUD
St Hippolyte le Graveyron	M. Jean-François MEDRAT	M. André AIELLO
St Pierre de Vassols	M. Raymond MORIN	M. Thierry VILLAGE
Sarrians	M. Stéphane BOURRET	M. Gérard VILLON
Suzette	M. Alain BRÈS	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	Mme Séverine BLACHE
Venasque	M. Éric FERRARO	M. Gaby BÉZERT

COMMISSION SÉCURITÉ	
Commune	Titulaire
Aubignan	M. Guy REY
Beaumes de Venise	M. Jérôme BOULETIN
Beaumont du Ventoux	M. Bernard CHARRASSE
Bédoin	M. Luc REYNARD
Caromb	M. Léopold MEYNAUD
Carpentras	M. Francis ADOLPHE
Crillon le Brave	M. Guy GIRARD
Flassan	M. Michel JOUVE
Gigondas	M. Éric UGHETTO
Lafare	M. Jean-Paul ANRÈS
La Roque Alric	M. Francis JULLIEN
La Roque sur Pernes	M. Joseph BERNHARDT
Le Barroux	M. Bernard MONNET
Le Beaucet	M. François ILLE
Loriol du Comtat	M. Gérard BORGIO
Malaucène	M. Dominique BODON
Mazan	M. Aimé NAVELLO
Modène	M. Christian RIPERT
Saint Didier	M. Gilles VÈVE
St Hippolyte le Graveyron	M. André AIELLO
St Pierre de Vassols	M. Ghislain GRICOURT
Sarrians	Mme Anne-Marie BARDET
Suzette	Mme Patricia OLIVERO
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER
Venasque	M. Gaby BÉZERT

COMMISSION POLITIQUE DE LA VILLE		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. André CAMBE	M. Stéphane GAUBIAC
Beaumes de Venise	M. Jacques GARRIGUES	M. Alain XAVIER
Beaumont du Ventoux	M. Benjamin BLANC	
Bédoin	M. Jean-Marc PETIT	Mme Béatrice ROUX
Caromb	M. Jean-Marie LEFRANCQ	Mme Sophie GRETER
Carpentras	M. Jean-Marie ROUX	Mme Agnès MOISSON
Crillon le Brave	Mme Elodie DELEUZE	Mme Jacqueline LIMET
Flassan	M. Michel JOUVE	M. Jean PAWLAK
Gigondas	Mme Patricia LEROY	Mme Anik SOUCHIERE
Lafare	M. Vincent SOARD	M. Philippe SOARD
La Roque Alric	M. Francis JULLIEN	M. Jacques MOLINER
La Roque sur Pernes	M. Gérard DONVEZ	M. Joseph BERNHARDT
Le Barroux	M. Marc LARTIGUE	M. Hervé CHAUVET
Le Beaucet	M. Serge BAS GUASCH	M. François ILLE
Loriol du Comtat	M. Daniel FREUND	M. Michel BEGNIS
Malaucène	M. Dominique BODON	Mme Bénédicte MARTIN
Mazan	M. Jean-Pierre BAUDELIER	Mme Yvette LONG
Modène	M. Alexandre ALLEGRE	Mme Sylvie MONTI
Saint Didier	Mme Michèle PLANTADIS	Mme Michèle SORBIER
St Hippolyte le Graveyron	M. André AIELLO	Mme Geneviève ROUVIER
St Pierre de Vassols	M. Thierry VILLAGE	M. Lucien DÉCOR
Sarrians	Mme Anne-Marie BARDET	M. Patrice FLAGEAT
Suzette	M. Pierre CHINIARD	
Vaqueyras	Mme Paulette SEIGNOUR	Mme Agnès BURLE
Venasque	Mme Christiane MONDON	Mme Aurore ACED

COMMISSION VOIRIE, TRAVAUX ET SERVICES TECHNIQUES		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Guy MOURIZARD	M. Frédéric FRIZET
Beaumes de Venise	M. Jean-Louis PAULEAU	M. Alain XAVIER
Beaumont du Ventoux	M. Vincent BLOUVAC	
Bédoin	M. Dominique ROUYER	M. Joël CHARBONNEL
Caromb	M. Daniel FAVETIER	M. Pierre ABATE
Carpentras	M. Serge ANDRIEU M. Alain DÉFOSSÉ	M. Jean-François SÉNAC
Crillon le Brave	M. Guy GIRARD	M. Thierry CONIL
Flassan	M. Yannick DAUBERTE	M. Michel JOUVE
Gigondas	M. Michel MEFFRE	M. Bernard CUNTY
Lafare	M. Philippe SOARD	M. Vincent SOARD
La Roque Alric	M. Jacques MOLINER	M. Frédéric MAZALOUBAUD
La Roque sur Pernes	M. Philippe LELIARD	M. Jacques NAZZANI
Le Barroux	M. Marc LARTIGUE	M. Denis MONIN
Le Beaucet	M. Eric BRUN	M. Serge BAS-GUASCH
Loriol du Comtat	M. Guy REY	Mme Roselyne MACARIO
Malaucène	M. Stéphane DUBREU	M. Christian BARNIER
Mazan	M. Alain PICHOT	M. Mohamed EL FARHI
Modène	M. Marcel LOMBARDI	M. Michel RINAUDO
Saint Didier	M. Jean-Paul BALDACCHINO	M. Michel RAYNAUD
St Hippolyte le Graveyron	M. Jean-François MEDRAT	M. Jean-Claude ALBAN
St Pierre de Vassols	M. Raymond MORIN	M. Jacques AMSTAD
Sarrians	M. Charles TELL	M. Denis ADAM
Suzette	M. Alain THILLOU	
Vaqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	M. Pascal CHASTAN
Venasque	M. Bruno CARON de FROMENTEL	M. Daniel ROLLAND

COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	Mme Marie-Josée AYME	M. Alain GUILLAUME
Beaumes de Venise	Mme Suzanne VAUTE	Mme Liliane JEACOMINE
Beaumont du Ventoux	M. Maxime AUBERY	
Bédoin	Mme Nathalie REYNARD	M. Dominique ROUYER
Caromb	M. Jean-Claude FREYCHET	Mme Véronique ALBAN
Carpentras	M. Michel BLANCHARD	Mme Catherine LORIN
Crillon le Brave	M. Michel BRIDELANCE	M. Gérard BROCHIER
Flassan	M. Fabien OLIVIERI	M. Jean PAWLAK
Gigondas	Mme Christine ASTRAN	Mme Anne-Caroline MAZALOUBAUD
Lafare	M. Frédéric HERLITZ	M. Thierry BRUNEL
La Roque Alric	Mme Brigitta KUNZ BRUNIER	M. Jacques MOLINER
La Roque sur Pernes	Mme Isabelle CHAPPOT de La CHANONIE	M. Jacques NAZZANI
Le Barroux	M. Hervé CHAUVET	Mme Margaret CHARNAY
Le Beaucet	M. Dominique DUTRON	M. Benoît PELATAN
Loriol du Comtat	M. Fabien ULPAT	Mme Christelle HATCHERIAN
Malaucène	Mme Claudie ARNAUD	Mme Agnès AYME
Mazan	M. Claude GUERIN	Mme Sundry THIEBAUT
Modène	Mme Hélène ENRIETTO	Mme Sylvie CALAMEL
Saint Didier	M. Jean-Paul BALDACCHINO	M. Michel RAYNAUD
St Hippolyte le Graveyron	M. André AIELLO	M. Jean-François MEDRAT
St Pierre de Vassols	M. Ghislain GRICOURT	M. Claude UGHETTO
Sarrians	M. Jean-François LUIGGI	M. Denis ADAM
Suzette	M. Thierry GRANGEON	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	M. Philippe BOUTEILLER
Venasque	M. Olivier SAFON	M. Bruno CARON de FROMENTEL

COMMISSION ACCESSIBILITÉ		
Commune	Titulaire	Suppléant
Aubignan	M. Guy MOURIZARD	Mme France MIRTO
Beaumes de Venise	M. Bruno ALLEMAND	Mme Liliane JEACOMINE
Beaumont du Ventoux	M. Vincent BLOUVAC	
Bédoin	M. Dominique ROUYER	M. Michel DELL'INNOCENTI
Caromb	M. Joaquim BRUNET	M. Jean-Marie LEFRANCQ
Carpentras	M. Joël BOTREAU	M. Jean-François SÉNAC
Crillon le Brave	M. Gérard BROCHIER	M. Guy GIRARD
Flassan	M. Gilles JOUVAUD	M. Michel JOUVE
Gigondas	M. William ARNAUD	M. Éric UGHETTO
Lafare	M. Pierre BALLESTEROS	M. Frédéric HERLITZ
La Roque Alric	M. Francis JULLIEN	M. Jacques MOLINER
La Roque sur Pernes	Mme Arlette OLIVIER	M. Philippe DELEBECQUE
Le Barroux	M. Marc LARTIGUE	M. Hervé CHAUVET
Le Beaucet	Mme Michèle MOREL	M. Dominique DUTRON
Loriol du Comtat	M. Michel NICOLET	M. Daniel CORDONNY
Malaucène	M. Joël MOCZADLO	Mme Lydia COMBEUIL
Mazan	Mme Sundy THIEBAUT	M. Claude GUERIN
Modène	M. Michel RINAUDO	Mme Lactitia ALONSO
Saint Didier	M. Jean-Paul BALDACCHINO	Mme Florence CHAUPIN
St Hippolyte le Graveyron	M. Jean-François MEDRAT	M. Jean-Claude ALBAN
St Pierre de Vassols	M. Jacques AMSTAD	Mme Ludivine LANTIN
Sarrians	M. Tristan MOURIC	Mme Mireille MASTICE
Suzette	M. Jean-Alain MAZAS	
Vacqueyras	M. Jean-Marie GRAVIER	M. Pascal CHASTAN
Venasque	Mme Françoise TRIBEAUDOT	M. Eric FERRARO

Syndicat Mixte Comtat - Ventoux

Hôtel de Communauté de la CoVe

1171 Avenue du Mont Ventoux - CS 30085

84203 CARPENTRAS CEDEX

COMMUNES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
AUBIGNAN	M. REY Guy (*)	M. CAMBE André
AUREL	M. JOUVE Francis	M. CONSTANTIN François
BEAUMES DE VENISE	M. BOULETIN Jérôme	M. POTTAM Jean-Noël
BEAUMONT DU VENTOUX	M. BREMOND Alain	M. AUBERY Maxime
BEDOIN	M. REYNARD Luc	M. PETIT Jean-Marc
BLAUVAC	M. RASPAIL Max	Mme POITEVIN Nadine
CARPENTRAS	M. ANDRIEU Serge	M. ROUX Jean-Marie
CAROMB	M. MEYNAUD Léopold	M. BRUNET Joaquim
CRILLON LE BRAVE	M. GIRARD Guy	M. BROCHIER Gérard
FERRASSIERES	M. BUSI Jean-Pierre	M. BRUN Sébastien
FLASSAN	M. JOUVE Michel	M. PAWLAK Jean
GIGONDAS	M. UGHETTO Eric	M. MEFFRE Christian
LAFARE	M. ANRES Jean-Paul	M. SOARD Philippe
LA ROQUE ALRIC	M. JULLIEN Francis	M. MOLINER Jacques
LA ROQUE SUR PERNES	M. BERNHARDT Joseph	M. NAZZANI Jacques
LE BARROUX	Mme BERTHOMIER Line	Mme THEOULLE Myriam
LE BEAUCET	M. BAS-GUASCH Serge	M. ILLE François
LORIOLE	M. BORGIO Gérard	M. REY Guy (*)
MALAUCE	M. BODON Dominique	Mme ARNAUD Claudie
MALEMORT DU COMTAT	M. ROUX Ghislain	M. ALTIER Eric
MAZAN	M. MEGEL Gérard	M. GUERIN Claude
METHAMIS	M. HAMON Robert	M. PAGES Claude

MODENE	M. RIPERT Christian	M. LEPATRE Norbert
MONIEUX	M. GABERT Alain	M. FILLION Laurent
MORMOIRON	M. BOISSON Hubert	Mme CORMAN Fabienne
SAINT CHRISTOL	M. CAPDEGELLE Serge	M. BONNEFOY Henri
SAINT DIDIER	M. VEVE Gilles	Mme PLANTADIS Michèle
SAINT HIPPOLYTE LE GRAVEYRON	M. AIELLO André	M. ALBAN Jean-Claude
SAINT PIERRE DE VASSOLS	M. GRICOURT Ghislain	Mme ROMAN AUBERT Valérie
SAINT TRINIT	M. ARCHANGE Michel	Mme BISSON Isabelle
SARRIANS	Mme BARDET Anne-Marie	M. VILLON Gérard
SAULT	M. RANCHON Jean-Pierre	M. FRUCTUS Marc
SUZETTE	Mme OLIVERO Patricia	M. MAZAS Jean-Alain
VACQUEYRAS	M. GRAVIER Jean-Marie	Mme SEIGNOUR Paulette
VENASQUE	M. BEZERT Gaby	Mme LAMBERTIN Georgia
VILLES SUR AUZON	M. ROUET Frédéric	Mme MARCELLIN Maguy

Membres du Bureau :

- Président : M. Gilles VEVE
- 1^{er} Vice-Président : M. Ghislain ROUX
- 2^{ème} Vice-Président : M. Michel JOUVE
- 3^{ème} Vice-Président : M. Serge ANDRIEU
- 4^{ème} Vice-Président : M. Jean-Pierre RANCHON
- 5^{ème} Vice-Président : M. Léopold MEYNAUD
- 6^{ème} Vice-Président : Mme Anne-Marie BARDET
- 7^{ème} Vice-Président : M. Joseph BERNHARDT
- 8^{ème} Vice-Président : M. Jean-Paul ANRES

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENO - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°78-18

Objet : ouverture d'un poste à un emploi de contractuel

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°78-18
Objet : ouverture d'un poste à un emploi de contractuel

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°144-13 du 4 novembre 2013 portant dispositif indemnitaire, ainsi que son avenant n°206/14 du 13 octobre 2014,

Considérant que pour assurer le remplacement du chef de projets politique de la ville, qui fait valoir ses droits à la retraite au 1^{er} juillet 2018, il convient de déclencher la procédure de recrutement,

Considérant les besoins du service et la nature des fonctions, il est incertain que cet emploi, relevant de la catégorie A, puisse être pourvu par un fonctionnaire ; il est en conséquence opportun d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi 84-53,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1: DE CREER, un emploi de « chef de projets politique de la ville » relevant du cadre d'emplois des attachés.

Article 1-1 : D'AUTORISER, pour pourvoir cet emploi, le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, d'une durée maximale de trois ans.

Article 1-2 : DE FIXER la rémunération par référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des attachés, l'intéressé pouvant bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ses grades et fonctions.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/04/2018